



الوفاق للإيجار المالي
el wifack leasing

Rapport Annuel consolidé 2014

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| Composition du Conseil d'Administration | 3 |
| Chiffres Clés | 5 |
| Faits marquants | 6 |
| La Conjoncture Economique | 8 |
| Evolution du secteur du leasing | 9 |
| Gouvernance | 11 |
| <i>Activités du Conseil d'Administration</i> | 12 |
| Activités de la Société El Wifack Leasing | 17 |
| Ressources | 18 |
| Emplois | 19 |
| <i>Les approbations</i> | 19 |
| <i>Les Mises en forces</i> | 20 |
| <i>Les encours</i> | 21 |
| Positionnement de la société | 21 |
| Contentieux et recouvrement | 22 |
| Résultats | 23 |
| Comparaison réalisations/prévisions | 25 |
| Evolution du cours boursier | 26 |
| Dividendes | 27 |
| Bilan Social | 29 |
| Evolution de la situation prévisible de la société | 31 |
| Les Etats Financiers au 31/12/2013 | 32 |
| Notes aux états financiers | 37 |
| Rapports des Commissaires aux Comptes | 64 |
| Projet de résolutions | 67 |

Faits marquants

Activités de la Société:

L'activité de la société a été marquée par une amélioration notable par rapport à l'exercice précédent. En effet, la production a connu une augmentation de 22% contre une baisse de -4,6% fin 2013. Cette augmentation a été réalisée malgré une conjoncture défavorable caractérisée surtout par un fléchissement du rythme de l'activité économique durant cette année.

Fidèle à sa politique basée sur la prudence et une utilisation rationnelle des ressources, la Société a réussi à améliorer ses résultats et à préserver le niveau des performances au niveau notamment de la marge réalisée et des principaux indicateurs d'activités.

Côté Exploitation, la Société a renforcé son réseau agences par l'ouverture d'une nouvelle agence à Djerba. Cette orientation sera maintenue pour se rapprocher encore plus de sa clientèle et développer ses activités dans les différentes régions du pays.

Côté ressources, la société a réussi, malgré une conjoncture difficile caractérisée par un manque de liquidités et une augmentation des coûts des ressources, à collecter les ressources nécessaires au financement de ses activités. Cette réussite traduit la réputation de la Société et la confiance dont elle jouit auprès du marché financier. Les stress test effectués par la Société confirme sa capacité à honorer tous ses engagements.

Considérant sa demande d'agrément de banque, la Société a reporté toute sortie sur le marché obligataire.

Organisation, système d'information:

L'année 2014 a été également caractérisée par la réalisation de la deuxième tranche du programme de la sécurité informatique. En effet, la solution retenue permet un système de virtualisation garantissant la restructuration de l'infrastructure Informatique suivant les dernières pratiques recommandées tout en assurant une consolidation des serveurs, une simplification du déploiement des serveurs et un gain de productivité en supervision et en monitoring. Ainsi, toutes les données du système d'information sont maintenant répliqués entre le site principal et le site de secours. Aussi, le sauvegarde actuel, dotée d'une capacité importante, assure une haute disponibilité et la continuité du service par un PCA. Aussi, la plateforme installée est extensible lors de l'évolution de l'activité de la société.

Notation de la Société:

L'année 2014 a été également marquée par l'amélioration de la notation auprès de Fitch Rating de BB+ à BBB- avec perspectives stables. Cette amélioration dénote la solidité financière de la société et ses perspectives d'avenir. Fitch Rating a confirmé début de l'exercice 2015 la notation BBB- avec perspectives stables. Fitch Rating a notamment mis l'accent sur un profil de risque de crédit prudent et une gestion adéquate de la liquidité comparé à son secteur, des ratios de solvabilité satisfaisants et une rentabilité acceptable bien que sous pression. Aussi, elle a mis l'accent sur une bonne qualité d'actifs, Une gestion adéquate de la liquidité, des ratios de solvabilité satisfaisants et une rentabilité acceptable.

Projet de transformation de la Société en Banque universelle:

L'année 2014 a été marquée par l'obtention de l'agrément du Monsieur le Ministre des Finances pour la transformation de la Société El Wifack Leasing en banque universelle avec un capital s'élevant à 150MDT. Depuis,

la Société a entamé, avec ses partenaires, les démarches nécessaires pour assurer une conversion réussie dans les meilleurs conditions et délais.

Dans ce cadre et sur le plan opérationnel, le Conseil d'Administration réuni le 18.02.2015 a approuvé la feuille de route de la transformation qui prévoit notamment 5 axes primordiaux pour assurer la réussite de l'opération en l'occurrence:

- Le volet stratégique et gouvernance couvrant la stratégie de la banque "on line" avec le business modèle agréé ainsi que l'établissement des structures de gouvernance entre autres charaique
- Le volet organisationnel qui couvrira le système d'information, l'organisation et les procédures de la banque.
- Le volet capital humain ayant trait au recrutement cible et formation appropriée.
- Les traitements indispensables des actifs et passifs pour les rendre Shariia compliant.
- Le volet juridique qui traite du changement des statuts, des assemblées et toutes les formalités légales et réglementaires nécessaires.

Dans le cadre de sa transformation en Banque universelle, la Société a signé, le 02 mars 2015, deux accords .

- Le premier concerne la signature d'un " Term Sheet " qui encadre les rapports entre les principaux actionnaires actuels et futurs. Ce Term Sheet a été notamment signé par « Islamic Corporation for the Development of the Private Sector "ICD" », partenaire technique, confirmant ainsi sa participation à hauteur de 30% du capital de la banque.
- Le deuxième concerne la signature d'une convention d'assistance technique avec l'ICD afin de piloter et assurer la conversion complète de la Société El Wifack Leasing en banque "on line" avec les normes charaiques et ce dans les meilleurs conditions et délais.

La Société a émis en date du 05 Mars 2015, conformément à la réglementation en vigueur, un communiqué de presse informant ses actionnaires et le public de la signature de ces deux accords.

Conjoncture Economique :

A l'échelle nationale, la Banque Mondiale et le FMI dans leurs rapports respectifs sur les perspectives économiques dans le monde, parus en janvier dernier ont signalé une légère amélioration attendue de la situation de l'économie mondiale en 2015, malgré la persistance de risques inhérents à la divergence des trajectoires de l'activité économique entre les principales zones dans le monde et ce, en raison de la morosité affectant les économies de la Zone Euro et de certains pays émergents, outre les pays exportateurs de pétrole qui pourraient être affectés par la chute des prix de ce produit.

A l'échelle nationale, Le taux de croissance économique pour l'ensemble de l'année 2014, a été légèrement révisé, de 2,4% à 2,5%, sachant que le taux de croissance prévu pour l'année 2015 devrait se limiter à 3%, soit un taux qui demeure modeste compte tenu de l'importance des défis en matière de relance de l'investissement et de l'emploi.

Sur le plan sectoriel, la poursuite du ralentissement de l'évolution de l'indice général de la production industrielle, au cours des dix premiers mois de l'année 2014 (+0,3% contre 2,1% au cours de la même période de l'année précédente) est constatée, en rapport avec la baisse de la production non-manufacturière d'une part, et le ralentissement de la production manufacturière d'autre part.

En revanche, une hausse des exportations a été enregistrée dans les principaux secteurs orientés à l'export, au cours du mois de décembre, surtout pour les industries mécaniques et électriques et les industries des textiles, habillement, cuir et chaussures, parallèlement à une reprise des importations des matières premières et demi-produits et à une accélération du rythme des importations des biens d'équipement, ce qui augure de perspectives positives de croissance dans l'avenir.

Toutefois, le secteur des services a vu ses principaux indicateurs d'activité poursuivre leur repli en décembre dernier, surtout dans les secteurs du tourisme et du transport aérien.

Pour ce qui est du secteur extérieur, une évolution négative persiste, illustrée par l'accroissement du déficit courant en 2014 par rapport à l'année 2013, qui s'est élevé à 7.385 MDT où l'équivalent de 8,9% du PIB, contre 6.302 MDT et 8,3% en 2013. En particulier, le déficit commercial a atteint un niveau record (13,6 milliards de dinars), alors qu'il n'a pu être couvert par l'excédent de la balance des services qu'à hauteur d'environ 23%. Néanmoins, et malgré ces évolutions, le niveau des réserves nettes en devises a été consolidé, atteignant 15.055 MDT où l'équivalent de 129 jours d'importation, à fin janvier 2015, contre 112 jours au terme de l'année dernière, et ce, grâce à l'intensification des efforts de mobilisation des financements extérieurs, où les entrées nettes de capitaux étrangers se sont élevées à 9 milliards de dinars au cours de l'année 2014. S'agissant de l'évolution des prix, on relevé une tendance positive reflétée par le ralentissement continu de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, depuis le début du mois de juillet dernier, pour atteindre 5% en glissement annuel, en décembre 2014. En conséquence, le taux d'inflation a enregistré une baisse sensible durant toute l'année 2014, soit 5,5% en moyenne annuelle, contre 6,1% en 2013. Cette tendance a concerné aussi bien, les prix des produits libres, que ceux des produits encadrés.

Lors de l'analyse des récentes évolutions de l'activité du secteur bancaire, l'évolution des dépôts au cours de l'année 2014 a connu une amélioration de (8,2% contre 7,4%), en relation surtout avec la consolidation des dépôts à vue. De leur côté, les concours à l'économie ont enregistré, également, la même tendance, au cours de la même période (9,4% contre 6,8%), suite notamment, à l'évolution accélérée des crédits à court terme avec un taux de 18,3%, soit le rythme le plus élevé depuis quatre ans. Au niveau monétaire, une poursuite de la tendance à la baisse des besoins de liquidité des banques est enregistrée, au cours du mois de janvier 2015, où les opérations de politique monétaire de la Banque Centrale se sont repliées pour revenir à 3.418 MDT, en moyenne quotidienne, contre 4.352 MDT en décembre 2014. Pour sa part, le taux d'intérêt moyen sur le marché monétaire a connu une quasi-stabilité, pour se situer à 4,89%, au terme du mois de janvier.

Aperçu sur l'évolution de l'activité du secteur de leasing en Tunisie

Aperçu sur l'évolution de l'activité du secteur :

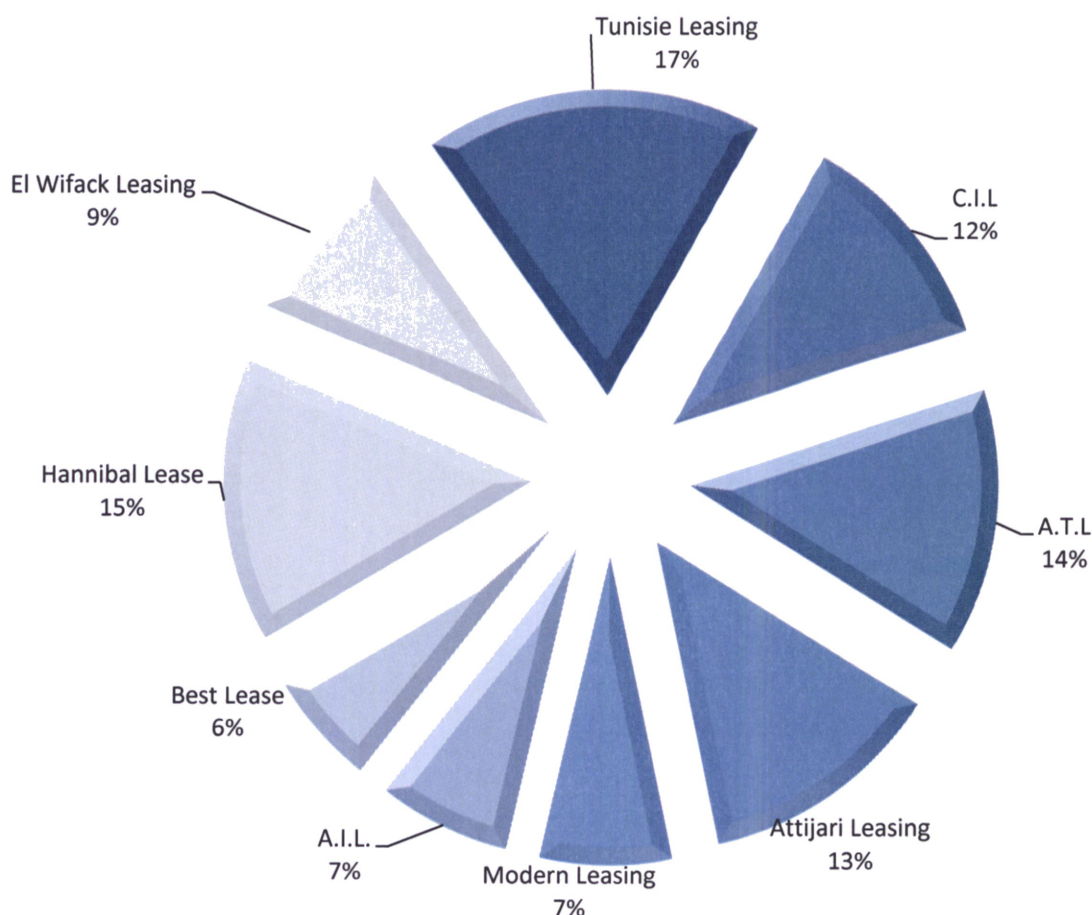
+13.9%

Le secteur du leasing a connu en 2014 une légère amélioration de ses activités mais avec un rythme plus important que celui réalisé en 2013. Le secteur a dû faire face à des considérables pressions suite à une baisse de la demande, une baisse générale de la liquidité, une augmentation de coût des ressources et une montée importante des impayés.

En effet, les approbations et les mises en force ont atteint, fin 2014, respectivement les valeurs 1963 MD et 1614,2 MD contre respectivement 1759MD et 1417MD fin 2012 enregistrant une légère amélioration respective de 11,6% et 13,9%. L'encours a atteint 2.869 MD contre 2.600 MD durant la même période le l'année 2013 soit une augmentation de 10,3%.

Le graphique suivant retrace la répartition du marché entre les différentes sociétés du secteur durant 2013:

Part de Marché 2014



Gouvernance

L'activité du Conseil d'Administration

Organisation du Conseil d'Administration

L'administration de la Société est confiée à un Conseil d'Administration. Le mandat des Administrateurs est d'une durée statutaire de trois ans renouvelable. Le Conseil d'Administration de la **Société El Wifack Leasing** est ainsi composé de dix membres qui viennent d'horizons divers dont deux Administrateurs Indépendants et un Administrateur représentant les petits actionnaires et ce conformément aux dispositions de la circulaire de la BCT n° 2011-06 .

Composition du Conseil d'Administration

La composition du Conseil d'Administration est la suivante :

| Nom ou dénomination sociale | Représenté par | Qualité | Mandat |
|----------------------------------|----------------------------|------------|-------------|
| Mr Mohamed MELLOUSSE | Lui-même | Président. | 2013 - 2015 |
| Mr Mohamed Ben Ayed | Lui-même | Membre | 2013 - 2015 |
| LAFICO – Tunisia | Mme Karima BEN HTIRA | Membre | 2013 - 2015 |
| STB INVEST SICAF | M. Labid ZAAFRANE | Membre | 2013 - 2015 |
| Société Tunisienne de Banque STB | ***** | Membre | 2013 - 2015 |
| Mohamed SAIDANE | Lui-même | Membre | 2013 - 2015 |
| Mr Habib KARAOU LI | Lui-même | Membre | 2013 - 2015 |
| Petits Actionnaires | Mohamed BRAIEK | Membre | 2013 - 2015 |
| M. Salem Bessaoud | Administrateur indépendant | Membre | 2012- 2014 |
| M. Anis Fourati | Administrateur indépendant | Membre | 2012- 2014 |

Règles d'indépendance des membres du Conseil d'Administration

Pour être en conformité avec les dispositions de la circulaire de la BCT n°2011-06, le Conseil d'Administration examinera annuellement et de manière individuelle, la situation de chaque Administrateur au regard des règles d'indépendance selon les dispositions de la dite circulaire. Cette dernière qualifie d'indépendant un Administrateur lorsque celui-ci *"n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement"*, et liste les critères d'indépendance suivants :

- n'ayant pas des liens avec ledit établissement au sens de l'article 23 de la loi n°2001-65 relative aux établissements de crédit et l'article 71 du code de prestation des services financiers aux non résidents;
- ne détenant pas une participation directe ou indirecte dans le capital de l'établissement ;
- n'agissant pas pour le compte de client, fournisseur ou de prestataire de service significatifs de l'établissement ;
- n'ayant pas fait partie des salariés de l'établissement ;
- n'ayant pas exercé depuis plus de 9 ans un mandat de membre représentant les intérêts des actionnaires dans le dit conseil; et
- n'ayant pas exercé depuis plus de 6 ans un mandat de commissaire aux comptes dans l'établissement.

Règlement intérieur du Conseil d'Administration

Un règlement intérieur du Conseil d'Administration, précisant les droits et obligations des Administrateurs, ainsi que le mode de fonctionnement du Conseil d'Administration, avait été adopté lors du Conseil d'Administration du 27 Mars 2012. Le Conseil d'Administration procède périodiquement à une auto-évaluation de son fonctionnement et de formaliser son règlement intérieur pour tenir compte des meilleures pratiques de gouvernance.

Les principales dispositions du règlement intérieur du Conseil d'Administration sont résumées ci-après :

Mission du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration est un organe collégial où tous les Administrateurs ont les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs et où les décisions doivent être prises collectivement. Il est responsable devant l'ensemble des actionnaires, il se réunit au moins quatre fois par an et définit ses règles de fonctionnement et celles de ses différents comités.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Il se prononce sur l'ensemble des décisions relatives aux grandes orientations stratégiques, économiques, sociales, financières ou technologiques de la Société. Il doit s'assurer de la pertinence, de la comparabilité, de la fiabilité et de la clarté des informations fournies aux actionnaires et au marché financier, dans le respect des normes comptables applicables.

Le Président fait, lors de chaque conseil, un point sur les opérations conclues depuis la précédente réunion ainsi que sur les principaux projets en cours et susceptibles d'être conclus avant le prochain conseil. Le conseil procède chaque année à un examen portant sur les points essentiels du rapport de gestion, ainsi que sur les délibérations présentées à l'Assemblée Générale des actionnaires. Par ailleurs, le Conseil d'Administration est informé au moins une fois par semestre, par la Direction Générale, de la situation financière, de la situation de trésorerie et des engagements de la Société.

Les Administrateurs reçoivent entre les réunions du conseil toutes les informations utiles sur les événements ou opérations significatifs pour la société. Plus généralement, ils peuvent se faire communiquer à tout moment par le Président toutes les informations et tous les documents qu'ils estiment utiles à l'accomplissement de leur mission.

Comités du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut décider la création d'un ou plusieurs comités spécialisés dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Ces comités ne sauraient s'immiscer dans la direction de la Société ni réduire ou limiter les pouvoirs de la direction générale ni ceux du Conseil d'Administration. Dans son domaine de compétence, chaque comité émet des propositions, recommandations et avis, et rend compte de ses missions au Conseil d'Administration. Les comités sont composés uniquement d'Administrateurs : leurs membres sont nommés par le Conseil d'Administration, ils sont désignés à titre personnel et ne peuvent se faire représenter. Le Président des comités est désigné par le Conseil d'Administration.

Déontologie des Administrateurs.

Une Charte de déontologie des Administrateurs figure dans le règlement intérieur du Conseil.

Les Administrateurs sont ainsi tenus à une obligation générale de confidentialité en ce qui concerne les délibérations du conseil et des comités ainsi qu'à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel. Chaque Administrateur agit dans l'intérêt et pour le compte de l'ensemble des actionnaires.

Dans l'exercice de son mandat, chaque Administrateur doit se déterminer indépendamment de tout intérêt autre que l'intérêt social de la société et de ses actionnaires. Chaque Administrateur doit en permanence s'assurer que sa situation personnelle ne le met pas en situation de conflit d'intérêts avec la société. Tout Administrateur en situation de conflit d'intérêts doit en faire part au Conseil, afin que ce dernier puisse statuer, et doit s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante.

Transactions sur les titres de la Société.

Les titres visés incluent les actions de la Société, ainsi que tous instruments financiers liés à ces actions.

D'une manière générale, les membres du Conseil d'Administration sont tenus de respecter un devoir de prudence et de vigilance, ainsi qu'une obligation de précaution particulière sur toute transaction personnelle portant sur des titres de la Société.

En particulier, les Administrateurs ne doivent pas effectuer d'opérations spéculatives et à court terme sur les titres de la Société ni effectuer d'opérations sur les titres de la Société dans les cas suivants :

- lorsqu'ils sont en possession d'informations susceptibles, dès publication, d'affecter le cours de ces titres ;
- pendant les périodes qui leur seront explicitement indiquées par la Société ; notamment pendant le mois précédant l'annonce préliminaire des résultats annuels et semestriels de la Société, et les quinze jours précédant la date de publication des chiffres d'affaires trimestriels de la Société.

Évaluation de la performance du Conseil d'Administration.

La performance du conseil fait l'objet d'une évaluation tous les deux ans, qui prend la forme d'une auto-évaluation.

Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration

TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2014

Le Conseil d'Administration a tenu quatre réunions en 2014 dont la durée moyenne a été de quatre heures. L'assiduité des Administrateurs, exprimée par le taux de présence à ces réunions, a été de 100 %.

Le conseil a étudié plusieurs points notamment l'impact conjugué des retombées de la conjoncture sur le tissu économique et en conséquence sur les activités de la Société.

A cet effet, le Conseil, compte tenu des effets d'une conjoncture difficile, a fixé les orientations générales de la société durant l'année 2014 notamment en ce qui concerne sa politique de crédit. En effet, l'activité de leasing a été, à l'instar des différents secteurs, fortement touchée particulièrement par la baisse de la demande et l'indisponibilité du matériel d'une part et le manque de liquidités sur le marché et l'augmentation des coûts des ressources d'autre part.

Aussi, les sujets, comme la marche des affaires, le développement de la société et la diversification de ses activités et sa transformation en banque universelle, l'amélioration du système d'information et de gouvernance de la société, la situation financière et de trésorerie, la notation et les engagements financiers, le financement extérieur de la société, la sortie sur le marché obligataire, les comptes rendus de travaux des différents comités au Conseil, l'augmentation du capital, la présentation des plans stratégiques, des simulations des situations des crises et des budgets annuels, la fixation annuelle des objectifs de performance, le suivi du cours de l'action de la Société et de son actionnariat, la fixation du dividende, ...etc ont été étudiés par le Conseil ainsi que les différents comités.

Parmi les principales recommandations d'amélioration formulées par le Conseil d'administration au titre de 2014 d'activer la mise en place des différentes procédures pour la assurer la réussite de la transformation de la Société en banque universelle dans les délais.

AUTO-ÉVALUATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Afin de renforcer l'interactivité du Conseil, et s'assurer que l'ensemble des sujets de fond importants pour la société soient régulièrement abordés, le Conseil a décidé de mettre en place des réunions thématiques annuelles:

- (i) les orientations stratégiques seront traitées lors des présentations annuelles des différents Comités devant le Conseil,
- (ii) les problématiques examinées par chaque Comité feront, une fois par an, l'objet d'un examen approfondi par le Conseil.

JETONS DE PRÉSENCE

L'Assemblée Générale du 20 juin 2013 a décidé d'augmenter la valeur des jetons de présence par Administrateur et par séance de 1000 dinars à 1500 dinars.

Revue des activités de ses quatre comités spécialisés

Comité d'audit permanent :

Les missions du Comité d'audit ont été fixées par le Conseil d'administration. Le Comité d'audit est ainsi compétent pour examiner et commenter les comptes sociaux et consolidés de la société avant qu'ils soient arrêtés par le Conseil d'administration. Il conduit également la procédure de sélection des commissaires aux comptes de la société et s'assure de leur programme de travail. Il vérifie l'existence des procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société, examine le rapport sur le contrôle interne, et valide et assure le suivi du plan d'audit interne.

En 2014, le Comité d'audit s'est réuni six fois et a été amené à examiner, notamment, l'évolution de l'activité de la société, l'avancement dans la mise en place des procédures de contrôle interne, l'application des décisions du conseil d'administration, la validation des plans d'audit, la désignation d'un médiateur. Le comité a également examiné les points suivants:

1. Examen du budget prévisionnel 2014-2018
2. Examen des rapports d'audit interne
3. Examen des indicateurs d'activité périodiques.
4. Examen du portefeuille clients / crédits périodique.
5. Analyse du degré d'avancement du projet de transformation de la Société en banque.
6. Examen du projet du rapport d'activités périodiques..
7. Examen des états financiers arrêtés.
8. Analyse du dispositif réglementaire en matière de blanchiment d'argent (circulaire BCT 2013-15), examen des recommandations du Comité des Risques en la matière, et réflexion sur les procédures à mettre en place en matière d'audit
9. Proposition d'un Co-Commissaire aux Comptes.
10. Examen des hypothèses du budget 2015-2019 (activités bancaires).

Ce Comité est présidé par un Administrateur indépendant depuis sa désignation par l'assemblée générale ordinaire du 21.06.2012.

Comité de risques :

Les missions du comité de risques ont été fixées par le Conseil d'Administration qui a également approuvé la charte de ce comité. Le Comité de gestion des risques (CGR) est ainsi responsable *pour* :

- (a) assurer la gestion des risques importants de la société;
- (b) contrôler la création et la mise en œuvre d'une structure de gestion des risques ;
- (c) examiner l'efficacité de cette structure de gestion des risques en identifiant et gérant les risques et en contrôlant les processus internes.

Le rôle de cette structure consiste à s'assurer que:

- *les services d'El Wifack Leasing soient toujours des services sûrs et de qualité*
- *les structures de reporting d'El Wifack Leasing permettent d'identifier à temps et de contrôler tous les risques qui peuvent entraver l'atteinte de ses objectifs ou exercer une influence négative sur la réalisation de ces objectifs.*
- *La culture de management de l'entreprise ainsi que ses processus de travail soient orientés vers la minimisation des risques dans toutes les décisions d'affaires.*

Le comité s'est réuni en 2014 six fois et a été amené à planifier son programme visant le développement d'une politique de gestion de risques approprié à la société. Le comité a notamment examiné

- Les mesures prévues pour gérer tout risque lié au projet de transformation de la Société en Banque.
- Rentabilité des agences.
- Examen du coût des ressources de la Société
- Examen de la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et du renforcement du dispositif de la Société en la matière.
- Examen de la Charte d'utilisation des services et ressources informatiques et de communication (voir document ci-joint)
- Examen de la Politique relative au courrier électronique (voir document ci-joint)
- Examen du portefeuille-engagements de la Société.

Ce Comité est présidé par un Administrateur indépendant depuis sa désignation par l'assemblée générale ordinaire du 21.06.2012.

Comité Exécutif de crédit :

Ce comité a pour objet d'examiner l'activité de financement et de faire des propositions au conseil d'administration sur la politique de financement de l'établissement. Ce comité est également chargé de :

-Vérifier le respect des conditions et des limites de financement décidées par le conseil d'administration (montant des crédits, répartition sectorielle, taux et commissions appliqués).

-Faire des propositions pour la révision de la politique de financement en matière de :

- répartition sectorielle, géographique ou par nature des crédits
- les limites des risques encourus sur un même bénéficiaire
- les normes d'évaluation des risques sur la clientèle
- les conditions de délégation des pouvoirs en matière d'octroi des crédits
- Approbation des crédits accordés pour les clients dont le montant dépasse les 500.000 DT.

En 2014, le comité exécutif de crédit s'est réuni autant de fois et a été amené à examiner notamment l'évolution des taux de crédits par rapport à la concurrence et en tenant compte de fluctuation possible du TMM, les effets de la conjoncture actuelle sur les activités de la société et sur les conditions d'octroi des crédits leasing, analyser le comportement de l'évolution du portefeuille selon la politique de crédit et s'assurer du respect des seuils et limites arrêtés par le Conseil d'Administration, la politique de crédit en cas de crise, évaluation de la politique de prudence adoptée par la société.

Comité de rémunération :

Le comité de rémunération arrête les procédures et directives liées à la rémunération des cadres de la Société

Son rôle est de réviser les éléments ci-après et de faire des recommandations y afférentes :

- La rémunération des cadres et la politique d'incitation ;
- Le plan d'intéressement sous forme d'actions ;
- La rémunération des administrateurs;
- Les dispositions en matière de retraite ;
- La divulgation des rémunérations dans les documents publics de la Société, y compris les dépôts à la Bourse et le rapport annuel.

Activités des sociétés

La société El Wifack Leasing

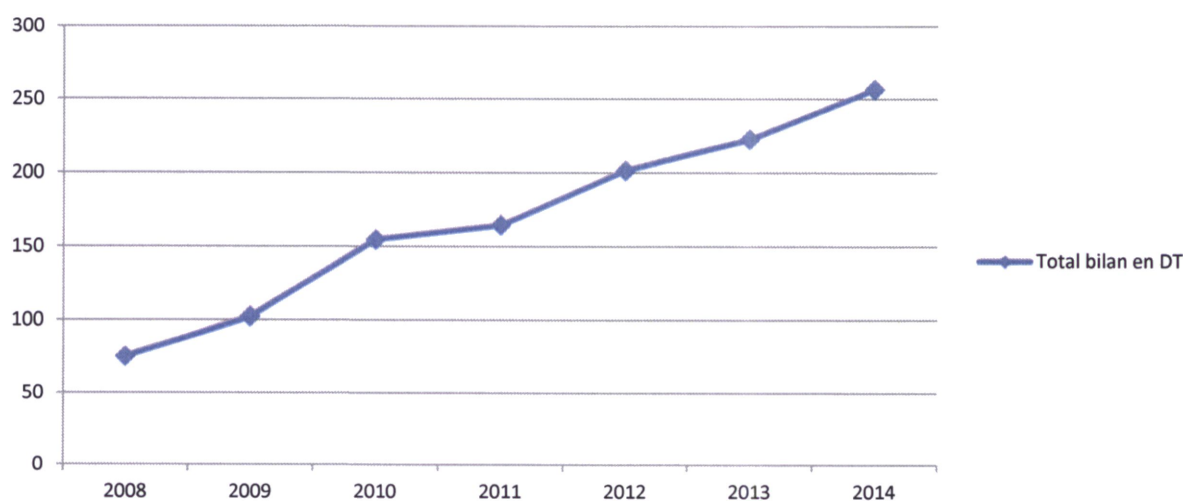
Total Bilan

Le total du Bilan s'est inscrit en hausse continue au cours des cinq dernières années pour s'établir à 256MD à fin décembre 2014 contre 75 MD fin 2008.

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|--------------------|--------|--------|--------|-------|-------|--------|-------|
| Total bilan en DT | 75 | 103 | 155 | 165 | 202,2 | 223 | 256 |
| Variation annuelle | 27,90% | 36,15% | 50,90% | 6,70% | 21% | 10,34% | 14,8% |

Le graphique suivant retrace l'évolution de la taille de la société au cours des cinq dernières années:

Total bilan en MDT



Emplois-Ressources :

Les ressources

+18%

Les ressources globales de la société se sont améliorées par rapport l'année précédente d'environ 18% et ce malgré l'effet conjugué des retombées de la conjoncture sur le tissu économique, d'une part, et du resserrement de la liquidité sur le marché, d'autre part. En effet, malgré cette conjoncture défavorable, la société a réussi à mobiliser les fonds nécessaires au financement de ses activités.

Le tableau suivant résume l'évolution des ressources de la société durant les quatre dernières années :

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | Var 2014/2013 | VA en % |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|---------------|
| Capitaux propres | | | | | | | |
| Capital social | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 | 20 000 000 | 20 000 000 | 0 | 0% |
| Réserves et primes d'émission | 4 432 205 | 5 202 096 | 7 393 008 | 17 590 858 | 19 194 817 | 1 603 959 | 9% |
| Autres capitaux propres et FPRG | 517 666 | 622 568 | 729 901 | 838 219 | 848 436 | 10 217 | 1% |
| Résultats reportés | 150 182 | 1 027 937 | 27 323 | 9 154 | 75 212 | 66 058 | 72% |
| Résultat de l'exercice | 3 247 646 | 2790298 | 3 929 681 | 4 070 016 | 4 161 985 | 91 969 | 2,2% |
| Autres ressources | | | | | | | |
| Emprunts à moyen terme | 119 503 535 | 117 983 092 | 147 751 108 | 158 036 270 | 192 051 278 | 34 015 008 | 22% |
| Total ressources | 142 851 234 | 142 625 991 | 174 831 021 | 200 544 517 | 236 331 728 | 35 886 588 | 18% |

Les emplois :

Approbations :

+19,4%

Compte tenu d'une conjoncture difficile au cours de cette année, la société a continué à adopter une politique basée sur la prudence et augmenter le niveau de sélection des dossiers pour garantir une qualité de portefeuille à son niveau actuel. Les approbations à la fin de l'année 2014 ont connu une progression de 19,43 % en passant de 150,7MD à 179,995 MD (contre 11,6% pour le secteur). La répartition par secteur est pratiquement la même par rapport à l'exercice 2013. Toutefois, la part du leasing immobilier a connu une légère régression par rapport à l'exercice 2013.

Le tableau suivant résume la répartition des approbations par secteur et par type :

| | Au 31/12/2013 | | Au 31/12/2014 | |
|------------------------------|----------------|--------------|----------------|--------------|
| | <i>Mob</i> | <i>Immob</i> | <i>Mob</i> | <i>Immob</i> |
| Agriculture | 20 443 | | 29738 | 265 |
| Industrie | 22 261 | 910 | 39587 | |
| Bâtiments et Travaux Publics | 21 838 | | 27048 | |
| Tourisme | 15 448 | | 11320 | 640 |
| Service et Commerce | 63 691 | 6111 | 67229 | 4168 |
| Total | 143 681 | 7 021 | 174922 | 5073 |
| Total Général | 150 702 | | 179 995 | |

Mises en force :

+22%

Le niveau des mises en force réalisé au 31.12.2014 a également connu une progression de 21,9% par rapport à 2013 compte tenu de l'orientation de la Société durant cette année caractérisée par une conjoncture difficile et un ralentissement du rythme de l'investissement. En effet, les mises en force se sont élevées à 139MD contre 113,9MD fin 2012 (contre 13,9% pour le secteur).

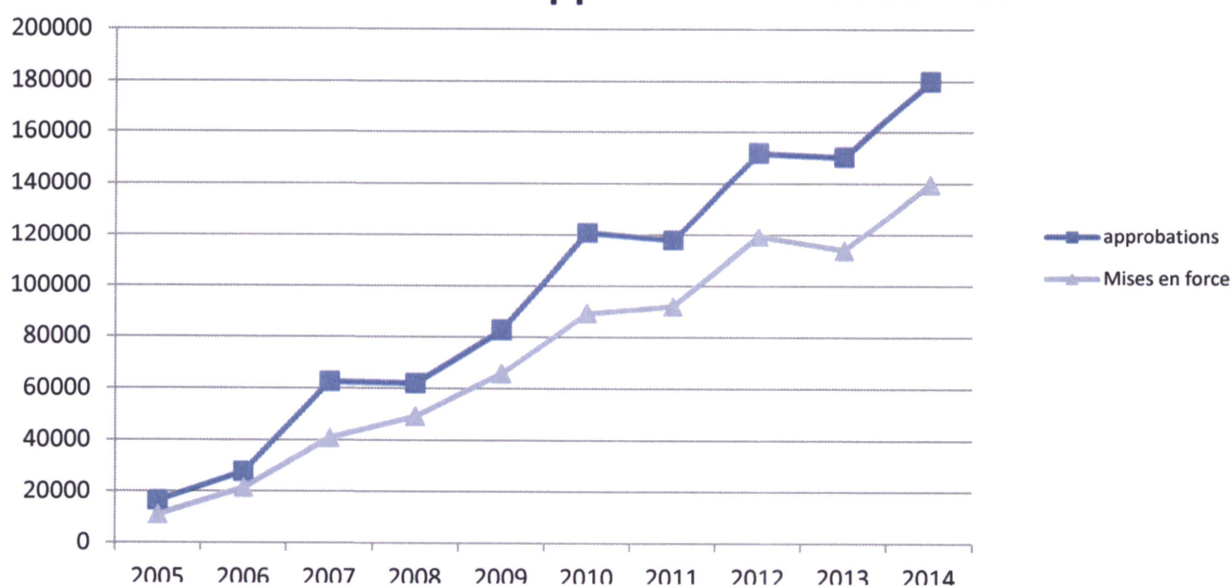
L'année 2014 a connu la révision de certains éléments de la politique de crédits étant donné les effets de la conjoncture actuelle sur certains secteurs d'activités.

Les mises en force ont concerné toutes les activités économiques dans les différentes régions du pays. La répartition des mises en force par secteur et par type est comme suit :

| | Au 31/12/2013 | | Au 31/12/2014 | |
|------------------------------|----------------|--------------|----------------|--------------|
| | Mob | Immob | Mob | Immob |
| agriculture | 15 237 | | 23 890 | 265 |
| Industrie | 13 851 | 702 | 29 145 | |
| Bâtiments et Travaux Publics | 18 737 | | 18 085 | |
| Tourisme | 12 821 | | 9 720 | 640 |
| Service et commerce | 47 366 | 5 255 | 53 548 | 3 768 |
| Total | 108 012 | 5 957 | 134 388 | 4 673 |
| Total Général | 113 969 | | 139 061 | |

Le graphique suivant retrace l'évolution des approbations et des MEF durant les cinq dernières années :

Evolution des Approbations et des MEF



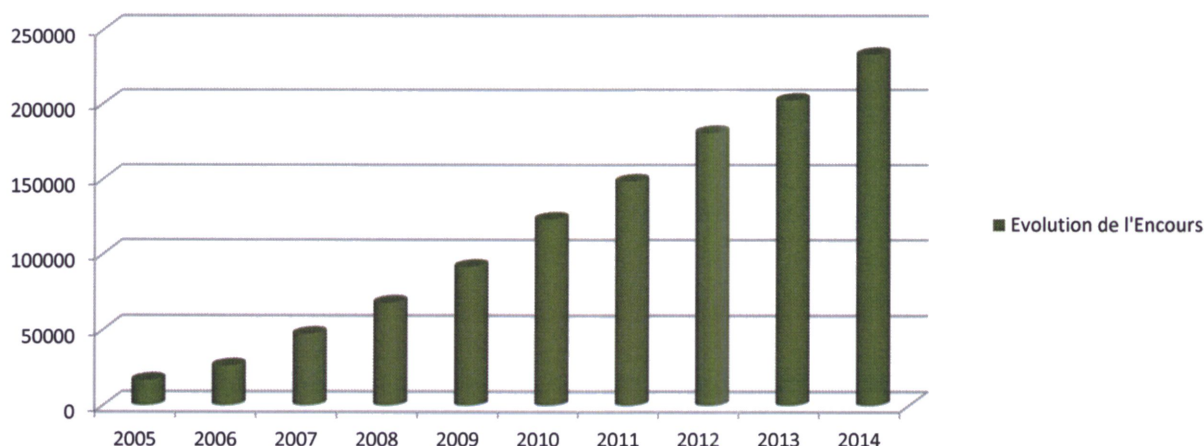
L'Encours :

+15,4%

L'encours s'est élevé à la date du 31.12.2014 à 233,108 MD contre 201,924 MD à la fin de l'exercice 2013 soit une augmentation de 31,18MD ou 15,44% (contre 10,34% pour le secteur).

Le graphique suivant retrace l'évolution de l'encours durant les cinq derniers exercices :

Evolution de l'Encours



Autres Indicateurs d'activités :

Les autres indicateurs d'activités sont donnés comme suit :

| | Au 31/12/2014 | Au 31/12/2013 | Au 31/12/2012 | Au 31/12/2011 |
|--------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Total des engagements en cours | 247 876 | 211 204 | 192 290 | 155 696 |
| Total des engagements classés | 11 988 | 10 353 | 8 786 | 6 807 |
| Trésorerie nette | -1 488 | 3 376 | 2 461 | 2 105 |
| Ressources d'emprunt | 188 801 | 155 624 | 147 751 | 117 983 |
| Capitaux propres av. résultats | 40 188 | 38 438 | 23 150 | 21 853 |
| Revenus Bruts de Leasing | 126 424 | 108 200 | 101 008 | 79 136 |
| Total Revenus de Leasing | 23 739 | 19 157 | 17 024 | 14 082 |
| Produits Nets de Leasing | 11 910 | 10 147 | 10 029 | 8 027 |

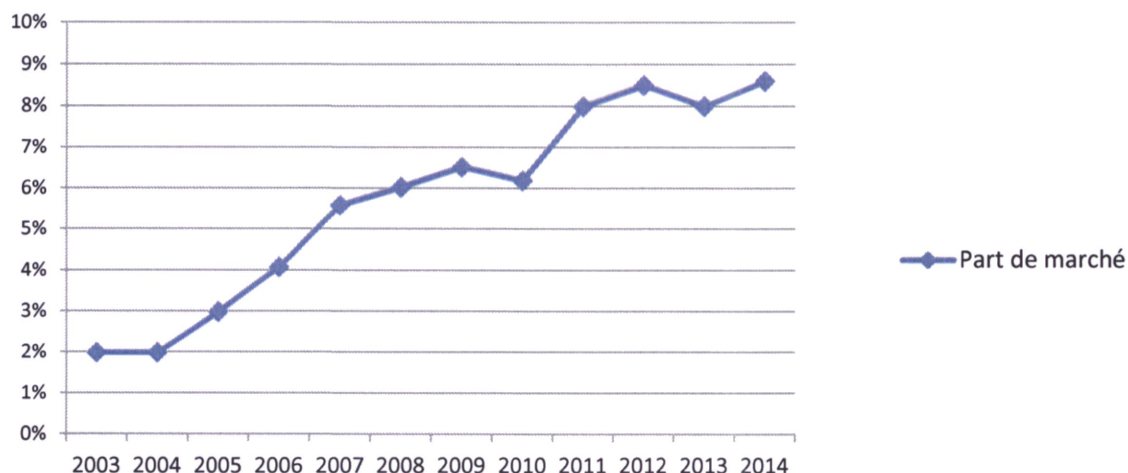
LE POSITIONNEMENT D'EL WIFACK LEASING SUR LE MARCHE

Les encours s'élèvent à fin de l'année 2014 à 234 MD contre 201MD à fin de l'exercice 2013 soit une augmentation de 15,4%.

L'évolution du part du marché depuis la création de la société est donnée dans le tableau suivant :

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|----------------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|------|-------|
| Part de marché | 2% | 2% | 3% | 4,10% | 5,60% | 6,04% | 6,53% | 6,20% | 8% | 8,50% | 8% | 8,60% |
| Classement | 11 | 10 | 9 | 9 | 7 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |

Part de marché



Recouvrement et Contentieux :

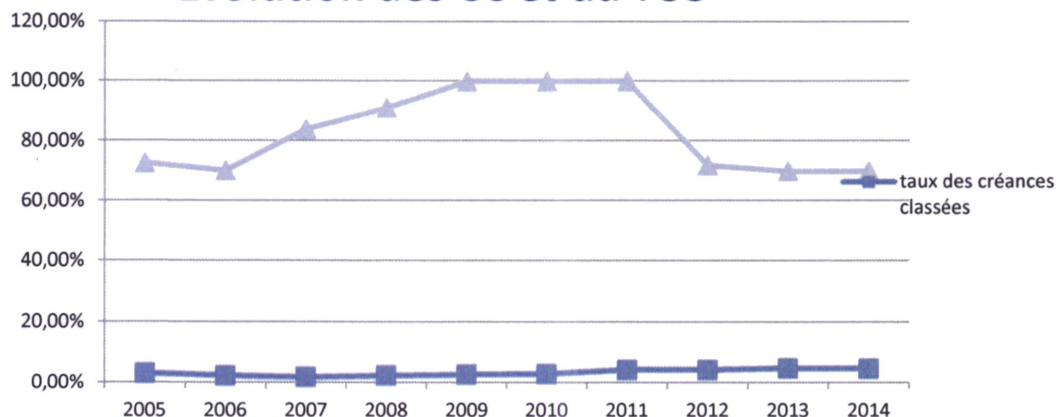
Compte tenu des effets d'une conjoncture difficile durant l'exercice 2014, la Société adopte la même politique d'intervention basée sur la prudence et une sélection des demandes de financement tout en assurant un suivi de l'évolution de différents secteurs d'activités. En effet, le comité exécutif de crédit se réunit périodiquement et intervient chaque fois est nécessaire pour modifier les conditions de financement pour certains activités. L'objectif est de maintenir les ratios d'activités de la Société à leur niveau actuel permettant de réaliser les objectifs fixés en termes de taux de recouvrement, de provisionnement et de taux de couverture. Malgré une année difficile qui a considérablement affecté le recouvrement, le taux de recouvrement est maintenu toujours à un niveau acceptable.

En matière de provisionnement, la société opte pour des provisions aux alentours de 80 % des créances classées ce qui permet l'alignement aux normes exigées par la BCT et celles du BALE II mais aussi une marge de sécurité confortable.

D'ailleurs, la conjoncture actuelle confirme la démarche retenue par la société qui veille à renforcer le niveau des provisions chaque année pour préserver les équilibres généraux de la société lui permettant de faire face à n'importe quels incidents conjoncturels ou autres.

Compte tenu de ce qui précède, l'évolution des créances classées et leur couverture par des provisions ont évolué comme suit :

Evolution des CC et du TCC



Résultats :

L'évolution des principaux indicateurs en 2014 est donnée comme suit :

| Années | Var2014/2013 | 2014 | 2013 | 2012 | 2011 |
|----------------------------|--------------|--------|--------|--------|--------|
| Total Revenus de leasing | 4 563 | 23 739 | 19 176 | 17 024 | 14 082 |
| Charges financières | 2 894 | 11 981 | 9087 | 7018 | 6204 |
| Produit net | 1 749 | 11 910 | 10 166 | 10 029 | 8 027 |
| Résultat d'exploitation | 190 | 5 195 | 5103 | 4658 | 3530 |
| Résultat net de l'exercice | 191 | 4 162 | 4 070 | 3 930 | 2 790 |

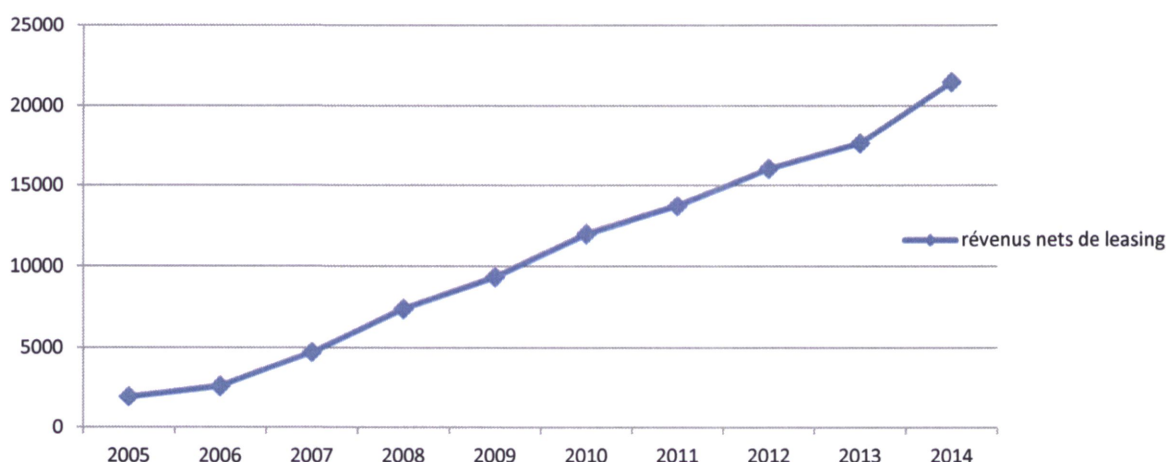
Résultats d'exploitation :

Loyers nets de leasing :

Malgré une concurrence de plus en plus importante, la société a maintenue toujours sa politique en matière de taux de sortie à un niveau qui tient compte des coûts des ressources et garantissant une marge minimale permettant de couvrir ses charges. Ainsi, les revenus nets de leasing ont connu une augmentation de 24 % par rapport à l'exercice précédent.

Graphiquement, l'évolution des loyers nets est donnée comme suit :

Révenus nets de leasing

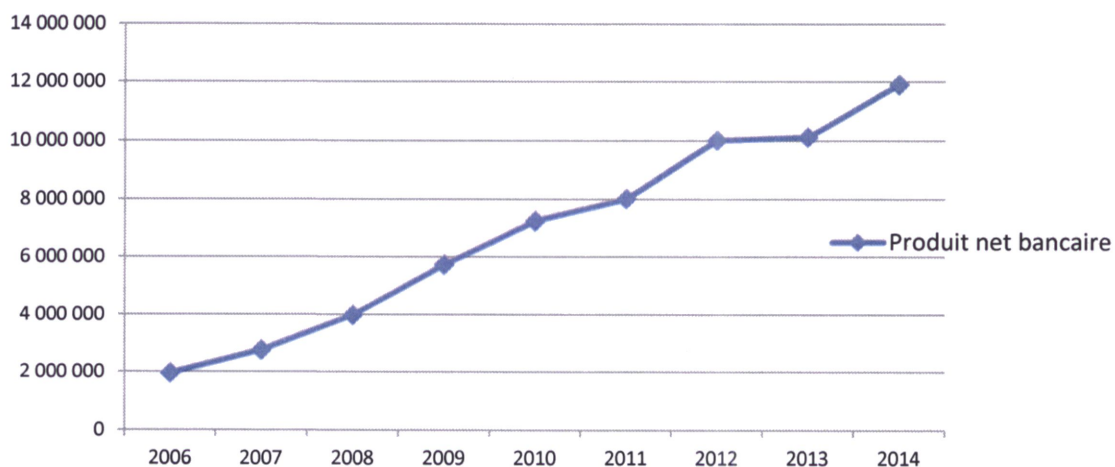


Produit Net Bancaire

Au terme de l'année 2014, le Produit Net a atteint 11,910 MD s'inscrivant en hausse de +17% par rapport à l'exercice 2013.

Cette évolution est imputable à l'augmentation des revenus de leasing de 24 % et l'effet de l'évolution des charges financières de +32%.

Produit net bancaire



Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation hors provisions ont enregistré durant l'exercice 2014 une hausse de 36% s'établissant à 5,3MD contre 3,9MD fin 2013. Cette évolution résulte particulièrement de l'augmentation des frais de personnel de 27% suite à l'augmentation salariale du Secteur et à une contribution au budget de l'Etat non prévue initialement.

Résultat d'exploitation

Conséquence de l'évolution du produit net bancaire et des charges d'exploitation, le résultat brut d'exploitation a augmenté de 2% pour se situer à 5,2MD contre 5,1MD l'année précédente.

Résultat Net

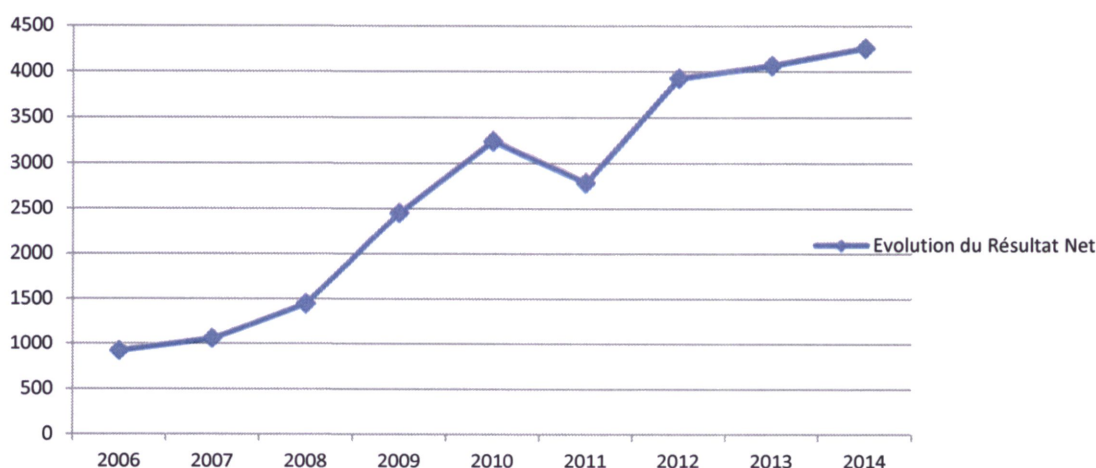
Le Résultat Net est passé de 4,070MD en 2013 à 4,161MD en 2014, enregistrant une amélioration de (2,25%)

L'évolution du résultat net durant les dernières périodes est donnée comme suit :

| Années | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Evolution du résultat net | 928 | 1 070 | 1 455 | 2 457 | 3 247 | 2 790 | 3 930 | 4 070 | 4 161 |
| bénéfice par action | 0,464 | 0,535 | 0,727 | 0,819 | 1,082 | 0,93 | 1,31 | 1,017 | 1,040 |

L'évolution du résultat net durant les dernières années est donnée comme suit :

Evolution du Résultat Net



Comparaison Réalisations/Prévisions

Le tableau suivant indique les principales variations entre les réalisations et les prévisions et donne une idée sur la qualité de la fonction budgétaire au sein de la société :

| Libellés | en mDT | | |
|----------------------------|-------------------|-------------|-----------------------------|
| | Réalisations 2014 | Budget 2014 | Ecart (réalisations-Budget) |
| Total Bilan | 256 364 | 257 014 | -0,25 % |
| Total engagements | 241 298 | 233 274 | 3,44 % |
| Total Revenus de leasing | 21 521 | 21 213 | 1,45 % |
| Charges Financières | 11 981 | 11 210 | 6,88 % |
| Produits nets | 11 910 | 11 268 | 5,7 % |
| Résultat d'exploitation | 5 195 | 6 269 | -17,13 % |
| Résultat net de l'exercice | 4 161 | 4 542 | -8,38 % |
| Taux de créances classées | 4,80% | 4,5 % | 6,67 % |
| Taux de couverture | 77,00% | 80 % | -3,75 % |
| Total mises en force | 139 030 | 128 010 | 8,61 % |

L'écart observé concerne:

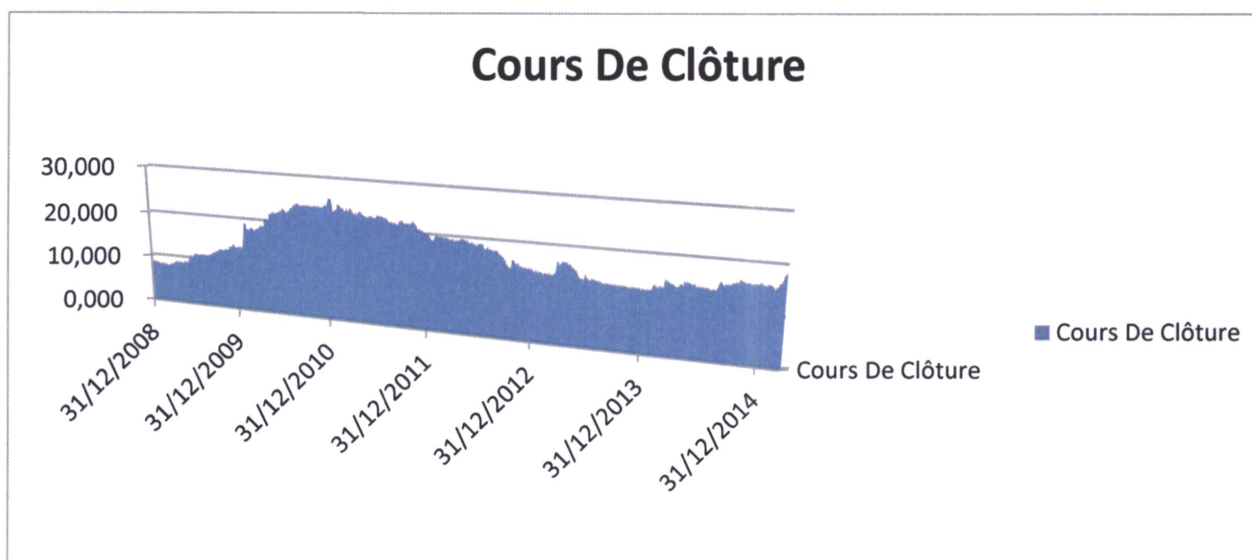
- Le taux des créances classées est supérieur aux prévisions de 0,3 %.
- La constatation d'une provision additionnelles relative à la contribution du budget de l'Etat non déductible d'un montant de 126md.
- L'augmentation des charges d'exploitation notamment les charges du personnel de 27%.
- L'augmentation des charges financières suite au report de l'augmentation de capital, de 5 MDT avec une prime d'émission de 8 MDT prévue en 2014. Le refinancement a été assuré par des crédits à moyen terme ce qui a généré des charges financières supplémentaires d'environ 0,750 MDT.

Evolution du cours boursier :

Les principales données boursières sont résumées comme suit :

Données boursières au 31.12.2014 :

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|-----------|-----------|-----------|---------|---------|---------|--------|
| Capitalisation boursière au 31.12 (en MD) | 16,94 | 40,65 | 77,7 | 77,25 | 60,9 | 68 | 65 |
| Dernier cours de l'exercice (en DT) | 8,47 | 13,55 | 25,16 | 20,28 | 14,5 | 13,1 | 16,25 |
| Cours le plus haut de l'exercice (en DT) | 8,95 | 14,2 | 25,9 | 25,75 | 20,3 | 17 | 16,6 |
| Cours le plus bas de l'exercice (en DT) | 5,7 | 7,65 | 13,3 | 19,5 | 14,07 | 12,62 | 12,52 |
| Nombre de titres échangés (unités) | 1 373 869 | 1 406 152 | 1 643 417 | 427 991 | 614 867 | 433 868 | 908 53 |
| Capitaux traités (en MD) | 10,022 | 14,541 | 34,191 | 9,33 | 9,651 | 6,376 | 13,85 |



Dividende par action

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre d'actions composant le capital | 2.000.000 | 3.000.000 | 3.000.000 | 3.000.000 | 3.000.000 | 4.000.000 | 4.000.000 |
| Dividende par action en DT | 0,290 | 0,400 | 0,5 | 0,5 | 0,55 | 0,600 | 0,650* |

*proposé

Dividendes :

13%

La politique de distribution de dividendes de la société arrêtée par le Conseil d'Administration depuis sa création vise à garantir une rentabilité confortable aux actionnaires permettant d'intéresser les actionnaires sans toutefois affecter les fonds propres et les équilibres financiers de la société. A partir de l'exercice 2005, le Conseil a arrêté une politique de dividende qui une amélioration du taux de distribution d'un point chaque année jusqu'au 2010. En effet, un profil de dividendes en croissance régulière permet d'offrir une visibilité forte aux actionnaires, ce qui se traduit au niveau du cours boursier. Le Conseil d'Administration a jugé nécessaire de maintenir cette politique pour les cinq prochaines années en améliorant le taux de distribution de dividende d'un point chaque année pour atteindre un taux de 15% durant l'exercice 2016. Toutefois, cette politique, pour garantir sa crédibilité, devrait nécessairement être cohérente avec les bénéfices dégagés par la société.

De ce fait, et considérant cette hypothèse, le taux prévu pour l'exercice 2014 est de 13%.

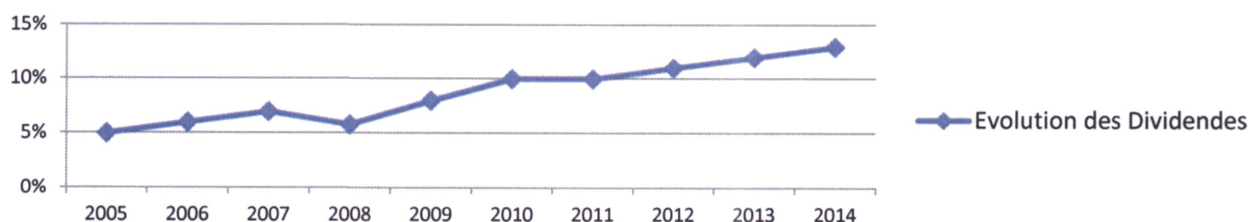
Le tableau suivant retrace l'évolution des dividendes distribués depuis la création de cette société :

| Année | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|--------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Capital | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 20.000 | 20.000 |
| Bénéfice net | 694 | 928 | 1.078 | 1.454 | 2.600 | 3.247 | 2.790 | 3.930 | 4.070 | 4.161 |
| Dividende | 375 | 600 | 700 | 580 | 1.200 | 1.500 | 1.500 | 1.650 | 2.400 | 2.600 |
| Taux | 5% | 6% | 7% | 5.8% | 8% | 10% | 10% | 11% | 12% | 13%* |

En mD

*taux proposé

Evolution des Dividendes



Fiche signalétique de l'action

| | |
|----------------------------------|--------------------|
| Nombre d'actions au 31.12.2014 : | 4.000.000 actions. |
| Nominal de l'action | 5 dinars |
| Place de cotation : | Bourse de Tunis |

Principaux actionnaires au 31.12.2014:

La répartition du capital (%) est donnée comme suit :

Répartition du capital de la Société El Wifack Leasing:

| | Capital Actuel 20MD | en % |
|-------------------------------------|---------------------|-------------|
| GROUPE STB | 1 255 112 | 31,38% |
| BEN AYED MED HEDI | 779 968 | 19,50% |
| LAFICO-Tunisia | 485 545 | 12,14% |
| MELLOUSSE Mohamed | 225 734 | 5,64% |
| Actionnaires détenant entre 3 et 5% | 798 068 | 19,95% |
| Public | 455 573 | 11,39% |
| Total | 4 000 000 | 100% |

Information sur les conditions d'accès à l'Assemblée Générale (extrait de l'article 32 des statuts)

Tout actionnaire a droit d'assister aux assemblées Générales sur simple justification de son identité, à condition que ses actions soient libérées des versements exigibles et aient été immatriculées à son nom cinq jours au moins avant la réunion.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un mandataire, à condition que celui-ci soit lui-même actionnaire.

Toutefois, les sociétés sont valablement représentées soit par un de leurs gérants soit par un mandataire membre lui-même de l'Assemblée sans qu'il soit nécessaire que le gérant soit personnellement actionnaire.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter aux Assemblées Générales, être inscrits sur les registres de la société cinq (5) jours au moins avant le jour fixé pour la réunion. Toutefois, le Conseil d'Administration a toujours la faculté de réduire les délais et d'accepter les dépôts en dehors de ces limites.

Dispositions statutaires relatives à l'affectation du résultat (extrait de l'article 49 des statuts) : Le bénéfice distribuable est constitué du résultat comptable net majoré ou minoré des résultats reportés des exercices antérieurs, et ce, après déduction de ce qui suit :

- 1- Une fraction égale à cinq pour cent (5%) du bénéfice déterminé comme ci-dessus indiqué au titre de réserves légales. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve a atteint une somme égale à un dixième du capital social mais reprend son cours si cette réserve venait à descendre au dessous de cette fraction.
- 2- La réserve prévue par les textes législatifs spéciaux dans la limite des taux qui y sont fixés,
- 3- Toute somme que l'Assemblée Générale juge convenable pour être portée à un ou plusieurs fonds de réserves généraux ou spéciaux dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Ceux non réclamés dans les cinq (5) ans à partir de la date de la tenue de l'Assemblée générale qui a décidé la distribution, sont prescrits conformément à la loi.

BILAN SOCIAL :

En 2014, la société El Wifack leasing a continué le développement individuel à travers une panoplie d'actions visant l'amélioration des compétences, de la productivité et de la qualité des services rendus aux clients. La Société a également continué son programme d'organisation interne et de formation en intra. Toutefois, elle a reporté certains recrutements ciblés compte tenu de son projet de transformation en Banque.

Effectif

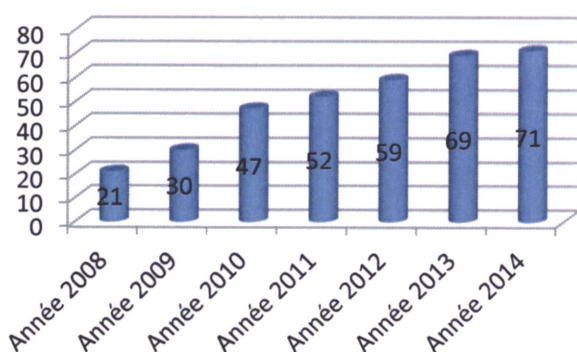
Evolution de l'effectif

Conformément à son plan de recrutement durant l'année 2014, la société El Wifack Leasing poursuit l'effort de recrutement des jeunes diplômés et a reporté pour cette année le recrutement des cadres expérimentés et ce considérant son projet de transformation en banque.

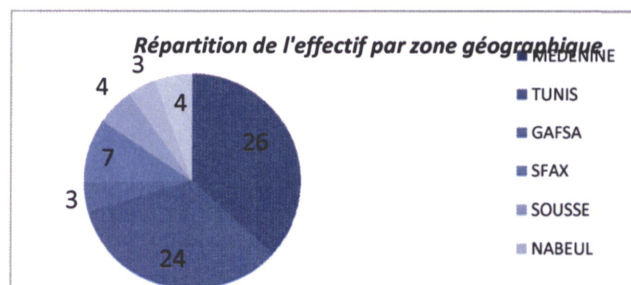
En 2014, le réseau d'El Wifack leasing compte déjà sept agences après l'ouverture d'une nouvelle agence à Djerba.

Le graphique suivant retrace l'évolution de l'effectif de la société durant les cinq dernières années :

Evolution de l'effectif

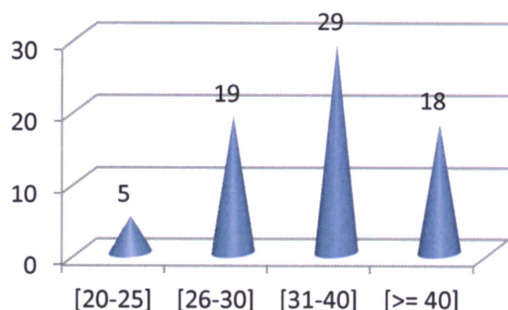


La répartition par zone géographique est donnée comme suit:



Répartition de l'effectif par tranche d'âge :

La répartition de l'effectif par âge est donnée comme suit :

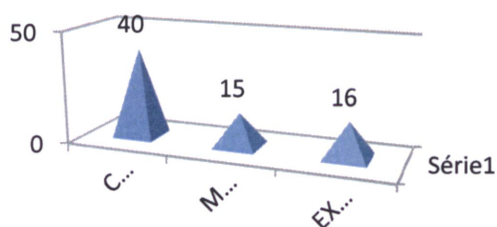


Cette répartition indique le niveau de maturité professionnelle (66% plus de 30 ans) et le niveau de l'effectif jeune (75% moins de 40 ans).

Répartition de l'effectif par corps :

La répartition de l'effectif par corps est donnée comme suit :

Répartition de l'effectif par college



La Société El Wifack leasing assure un recrutement ciblé confirmé par une planification et un taux d'encadrement important.

2. Promouvoir le sens d'appartenance

Les valeurs

Dans un environnement en évolution continue, il apparaît essentiel d'être capable de fidéliser les employés et de les faire contribuer au déploiement des nouvelles stratégies de la société. Ces éléments créent de nouveaux défis de gestion des ressources humaines qui touchent à la responsabilisation de chacun, au développement du sentiment d'appartenance à la société et à la gestion des carrières.

La communication Interne

La société a développé une stratégie de communication interne ayant pour objectif d'être à l'écoute de son personnel, augmenter le sens d'appartenance et de développer la créativité et l'initiative chez les employés de la société.

Dans ce cadre, El Wifack Leasing a concentré ses efforts sur le partage de l'information qui se fait, à travers les outils de communication interne, à travers aussi les visites multiples de top management aux différents sites de la société et aussi à travers une nouvelle tradition qui vient d'être instaurée qui se traduit par une journée « Rencontre & Echange » ; qui constitue un outil à plusieurs effets :

- Renforcer la communication et les rencontres entre les employés de la société et faciliter l'intégration les nouveaux recrutés.
- Mettre à la disposition du personnel des dispositifs pour annoncer les différents axes de la stratégie de la société.
- Permettre à tous les employés de la société d'avoir eu le privilège de rencontrer dans un cadre agréable le top management.

3. Développement RH et gestion des compétences

Le développement d'El Wifack Leasing dans le long terme nécessite inévitablement le développement de la compétence de ses ressources Humaines et ce par la planification d'un plan de carrière professionnelle pour chaque employé. De ce fait, la société a développé un système d'évaluation et de développement des compétences permettant une meilleure gestion de carrière pour ses employés qui auront une meilleure visibilité sur les perspectives d'avenir. Aussi, cet outil permet à la société de disposer d'une source d'identification de besoin de recrutement et de formation.

A partir de ce principe, El Wifack leasing a lancé plusieurs actions durant l'année 2014 ayant pour but d'améliorer et gérer ces compétences dans les différents domaines d'activités. Les responsables des différents départements participent actuellement à l'évaluation de leurs équipes, à leur encadrement et à la détermination des objectifs ainsi que leur suivi.

3.1. Système d'évaluation

La société El Wifack leasing a développé un système d'évaluation et de développement des compétences permettant une meilleure gestion de carrière pour ses employés qui auront une meilleure visibilité sur les perspectives d'avenir. Ainsi, cet outil permet à la société de disposer d'une source d'identification de besoin de recrutement et de formation.

3.2. Politique de formation

La politique de formation d'El Wifack leasing vise à développer l'expertise, la motivation ; la polyvalence et les performances individuelles et collectives des employés de l'entreprise Elle permet ainsi, d'améliorer la qualité des services de l'entreprise, d'augmenter la satisfaction de ses clients et sa part de marché, et de maximiser ses résultats financiers.

La politique de formation retenue s'effectue sur les 4 axes suivants: Expertise, Organisation, Management et Communication.

3.3. Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences(GPEC)

Afin d'accompagner l'évolution du chiffre d'affaire et l'amélioration de sa part du marché, El Wifack Leasing a mis en place un dispositif tendant à faire face à cette évolution. Ces actions s'articulent sur plusieurs niveaux :

- Renforcement de la polyvalence ;
- Application d'un plan de formation ;
- Mise en place d'un plan de recrutement ;
- Mise en place d'un plan de succession.

4. Projets RH en cours de réalisation

Afin de pérenniser le capital humain de la société par le biais de recrutements ciblés, de la formation et de la gestion de carrière, El Wifack Leasing s'est inscrite dans cette logique à partir de cette année. Pour ce faire, un lancement de plusieurs projets a été effectué tendant à :

- Développer un outil de communication interne « L'intranet ».
- *L'acquisition d'un logiciel en matière des ressources humaines pour mieux gérer les différentes applications relatives à la GRH.*
- *Révision du plan de formation actuel parallèlement avec son programme de transformation en banque.*

Evolution de la situation prévisionnelle de la société.

Le budget 2015 a été révisé après l'obtention de l'agrément de M. le Ministre des Finances portant sur la transformation de la Société en banque.

La réalisation de cette transformation est prévue fin de l'année 2015 qui doit connaître:

- Le développement d'une feuille de route relative au projet de conversion de la Société en banque.
- La modification des statuts de la Société.
- La réalisation de l'augmentation du capital de 20MD à 150MD.
- L'adoption d'un nouveau système d'information.
- Le déclenchement des activités bancaires avant la fin de l'exercice 2015.
- L'entrée des nouveaux actionnaires étrangers stratégiques d'envergure internationale.

La société Erryada SICAR

La société **ERRYADA SICAR** a été créée en mars 2009 avec un capital initial de 520.000 dt. La création de cette société s'inscrit dans le cadre de la diversification de l'activité de la société El Wifack Leasing pour saisir certaines opportunités dans ce secteur.

Le capital social a augmenté début 2010 à 920md. Cette augmentation permet de renforcer les fonds propres de la société et l'aider à jouer un rôle plus efficace dans l'effort de création de projets et de participation active de la promotion de l'investissement privé. Après la mise en place de sa politique d'intervention, la société a commencé à chercher d'opportunités d'investissements dans des projets rentables et avec de promoteurs ayant les qualités nécessaires pour mener à bon terme leurs projets

Suite à ces efforts, la société a réussi, en 2010, à participer dans trois projets implantés dans les zones de développement régional ayant une valeur ajoutée certaine sur l'économie notamment régionale. Ces projets industriels auront certainement un impact très positif sur le développement d'autres projets dans d'autres secteurs d'activités.

Actuellement, la société dispose d'une base de dossiers en cours d'études et de suivi pour une éventuelle participation selon les procédures et la politique d'intervention arrêtés.

La société a également mis en place sa politique d'intervention qui a été approuvée par le Conseil tout en tenant compte des avantages et des orientations de l'Etat vers les secteurs innovants et dans des projets créés par des nouveaux promoteurs implantés dans les zones de développement régional. La société continuera ses efforts pour conforter sa situation financière et serait en mesure de participer activement au financement de l'économie et de rémunérer ses actionnaires.

Activités de la société :

En effet, malgré une conjoncture très difficile, la société a continué à suivre certaines opportunités sur le marché conformément à la démarche retenue privilégiant la recherche des bons projets dès l'idée et entrer en contact direct avec les promoteurs pour participer activement à l'élaboration des plan d'affaires et mobiliser les ressources financières nécessaires. Cette approche a permis à la société de créer une base des données des projets existants et un suivi permanent de leur évolution et décider éventuellement, selon sa politique d'intervention, la participation dans certains projets rentables.

Conformément aux recommandations de son Conseil relative à la nécessité de doter la société d'une structure externe et indépendante, un local a été loué début 2014 au centre urbain nord, Tunis qui va servir comme Siège de la Société. Dans ce même contexte, la Société compte recruter des cadres pour assurer sa gestion, planifier un plan de développement et veiller à sa bonne exécution.

Activités prévisionnelles & perspectives:

La société en tant que SICAR continuera à renforcer ses ressources et à participer activement dans l'effort national pour la promotion de l'investissement privé et de l'emploi et ce par une intervention dans des projets de développements régional, innovants, promus par des nouveaux promoteurs ou dans des projets inscrits dans le

marché alternatif et qui se préparent à leur introduction en bourse. Ses interventions seront orientées vers les projets inscrits dans le marché alternatif qui offrent des bonnes opportunités à saisir et assurer sa sortie lors de leur introduction en bourse. L'effort de la société sera également axé sur l'élaboration de conventions de partenariat avec d'autres organismes financiers et d'appui au développement.



الوفاق للإيجار المالي
el wifack leasing

Etats financiers au 31.12.2014.

BILAN CONSOLIDE 2014

| Actifs | Notes | 31/12/2014 | 31/12/2013 | Capitaux propres & Passifs | Notes | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|--|--------------|--------------------|--------------------|--|--------------|--------------------|--------------------|
| Liquidités et équivalents de liquidités | 3 | 1 156 015 | 4 287 770 | Passifs | | | |
| Créances sur la clientèle | | | | Emprunts et ressources spéciales | | | |
| Créances de leasing : Encours Financiers | | 236 888 900 | 202 198 988 | Concours bancaires | | 2 568 399 | 612 212 |
| Moins Provisions | | -3 632 357 | -3 377 788 | Emprunts et dettes rattachés | 11 | 192 051 278 | 158 036 270 |
| | 4 | 233 256 543 | 198 821 200 | Total Emprunts et ressources spéciales | | 194 619 677 | 158 648 482 |
| Clients et comptes rattachés | | 14 786 937 | 12 363 148 | Autres passifs | | | |
| Moins Provisions | | -5 724 986 | -4 772 547 | Dettes envers la clientèle | 12 | 3 239 628 | 3 358 061 |
| Intérêts constatés d'avance | 5 | 9 061 951 | 7 590 601 | Fournisseurs et comptes rattachés | 13 | 11 779 150 | 16 340 854 |
| | | -1 113 727 | -1 054 985 | Provisions | | | |
| Total des créances sur la clientèle | | 241 204 767 | 205 356 816 | Autres | 14 | 2 441 428 | 2 314 195 |
| Portefeuille titres de placement | 6 | 4 124 447 | 2 133 117 | Total des autres passifs | | 17 460 206 | 22 013 110 |
| Portefeuille d'investissement | | | | Capitaux propres | | | |
| Portefeuille d'investissement brut | | 3 218 160 | 3 078 732 | Capital social | | 20 000 000 | 20 000 000 |
| Moins. Provisions | | -200 000 | -100 000 | Prime d'émission | | 9 500 000 | 9 500 000 |
| Total portefeuille d'investissement | 7 | 3 018 160 | 2 978 732 | Réserves | | 9 818 019 | 8 152 249 |
| Valeurs Immobilisés | | | | Fonds pour risques Bcaires généraux | | 220 000 | 220 000 |
| Immobilisations incorporelles | | 155 145 | 145 753 | Autres capitaux propres | | 628 436 | 618 220 |
| Moins. Amortissements | | -140 152 | -132 737 | Résultats reportés | | 75 212 | 9 154 |
| | 8 | 14 993 | 13 016 | Total des capitaux propres avant Résultat | | 40 241 667 | 38 499 623 |
| Immobilisations corporelles | | 5 563 419 | 4 638 983 | Résultat consolidé | | 4 252 339 | 4 131 827 |
| Moins Amortissements | | -1 478 170 | -1 257 648 | Total des capitaux propres consolidés | 15 | 44 494 006 | 42 631 450 |
| | 9 | 4 085 249 | 3 381 335 | Intérêts minoritaires | | 22 984 | 22 738 |
| Total des valeurs immobilisées | | 4 100 242 | 3 394 351 | Total des capitaux propres et des passifs | | 256 596 873 | 223 315 780 |
| Autres actifs | | 3 338 088 | 5 353 382 | | | | |
| Moins Provisions | | -344 846 | -188 388 | | | | |
| | 10 | 2 993 242 | 5 164 994 | | | | |
| Total des actifs | | 256 596 873 | 223 315 780 | | | | |

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE 2014

(exprimé en D T)

| | Notes | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|---|-----------|-------------------|-------------------|
| Revenus de Leasing | | | |
| Revenus bruts de leasing | | 21 521 068 | 17 685 643 |
| Intérêts de retard & intercalaires | | 758 737 | 573 294 |
| Variation des produits réservés | | - 93 626 | 3 335 |
| Autres revenus d'exploitation | | 1 553 116 | 933 881 |
| Total des revenus de Leasing | 16 | 23 739 295 | 19 196 153 |
| Charges financières nettes | 17 | - 11 848 422 | -9 087 441 |
| Produits des placements | 18 | 28 920 | 189 316 |
| Produit net | | 11 919 793 | 10 298 028 |
| Charges d'exploitation | | | |
| Charges du personnel | 19 | - 3 178 345 | -2 496 025 |
| Autres charges d'exploitation | 20 | - 1 875 017 | -1 241 157 |
| Dotations aux amortissements & résorptions | 21 | - 269 680 | -229 610 |
| Dotations aux provisions | 22 | - 2 834 044 | -2 690 690 |
| Reprise sur provisions | | 1 464 204 | 1 591 969 |
| Résultat d'exploitation | | 5 226 911 | 5 232 515 |
| Autres gains ordinaires | 23 | 603 797 | 362 700 |
| Autres pertes ordinaires | | - 3 665 | -32 321 |
| Résultat des activités ordinaires avant impôts | | 5 827 043 | 5 562 894 |
| Impôts sur les bénéfices | 24 | - 1 574 458 | -1 429 693 |
| Résultat des activités ordinaires après impôts | | 4 252 585 | 4 133 201 |
| Eléments extraordinaires | | - | 0 |
| Résultat net de l'exercice | | 4 252 585 | 4 133 201 |
| Effet des modifications comptables (net d'impôts) | | - | 0 |
| Résultats après modifications comptables | | 4 252 585 | 4 133 201 |
| Part des intérêts minoritaires | | - 246 | -1 374 |
| Résultat consolidé | | 4 252 339 | 4 131 827 |

Etat des Flux de Trésorerie 2014

| | Notes | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|---|-----------|--------------------|--------------------|
| <i>Flux de trésorerie liés a l'exploitation</i> | | | |
| Encaissements reçus des clients | | 147 519 488 | 126 399 874 |
| Sommes versées aux fournisseurs et au personnel | | -4 514 827 | -3 007 315 |
| Intérêts payées | | -10 946 409 | -8 178 300 |
| Impôts et taxes payés | | -3 741 337 | -3 411 519 |
| Décaissements provenant de l'acquisition des biens en leasing | | -165 376 531 | -133 321 716 |
| Encaissements provenant de la cession des biens en leasing | | 4 309 791 | 3 716 284 |
| Restitution TVA | | 2 433 497 | - |
| Autres flux de trésorerie | | -724 010 | -188 442 |
| <i>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</i> | 25 | -31 040 337 | -17 991 134 |
| <i>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</i> | | | |
| Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | | -1 050 911 | -130 735 |
| Encaissement provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles | | 10 000 | - |
| Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières | | -373 093 | -1 695 570 |
| Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières | | 175 000 | 325 967 |
| Autres flux liés aux activités d'investissement | | - | - |
| <i>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</i> | 26 | -1 239 004 | -1 500 338 |
| <i>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</i> | | | |
| Encaissements suite à l'émission d'actions | | - | 13 000 000 |
| Dividendes et autres distributions | | -2 400 000 | -1 650 000 |
| Encaissements provenant des emprunts | | 92 300 000 | 66 125 000 |
| Remboursements d'emprunts | | -60 717 271 | -56 603 420 |
| <i>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</i> | 27 | 29 182 729 | 20 871 580 |
| <i>Variation de trésorerie</i> | | -3 096 612 | 1 380 108 |
| <i>Trésorerie au début de l'exercice</i> | | 5 808 675 | 4 428 567 |
| <i>Trésorerie à la clôture de l'exercice</i> | | 2 712 063 | 5 808 675 |

LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|---------------------------------------|-------------------|-------------------|
| ENGAGEMENTS DONNES | | |
| Garanties réelles | | - |
| Engagements de financement donnés | 13 820 503 | 12 888 772 |
| Total | 13 820 503 | 12 888 772 |
| ENGAGEMENTS RECUS | | |
| Garanties reçues des clients | 24 517 746 | 17 673 294 |
| Intérêts à échoir sur contrats actifs | 37 359 591 | 30 484 160 |
| Total | 61 877 137 | 48 157 454 |

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

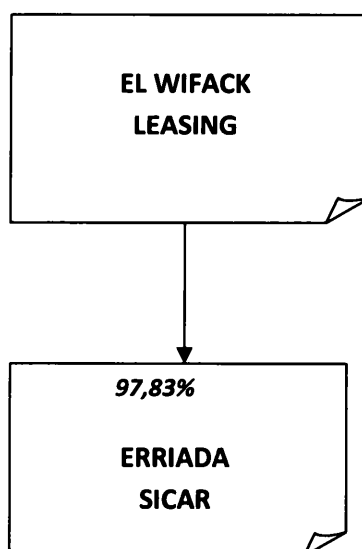
NOTES RELATIVES A LA CONSOLIDATION DES ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2014 :

NOTE 1 : PRESENTATION DU GROUPE EL WIFACK LEASING:

La Société **EL WIFACK LEASING** a été créée le 28 juin 2002 avec pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers conformément à la loi n°94-89 du 26 juillet 1994 relative au leasing

Le groupe **EL WIFACK LEASING** a été constitué après la création des sociétés suivantes dans le capital desquelles la société **EL WIFACK LEASING** détient des participations :

| <i>Emetteur</i> | <i>Nombre d'actions</i> | <i>Valeur Nominale</i> | <i>TOTAL</i> | <i>Date de souscription</i> | <i>% détenu du capital</i> |
|-------------------|-------------------------|------------------------|----------------|-----------------------------|----------------------------|
| ERRIADA SICAR S.A | 90.000 | 10 | 900.000 | 2009-2010 | 97,83% |
| TOTAL | | | 900.000 | | |



1.1- Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés :

Les comptes consolidés du groupe **EL WIFACK Leasing** relatifs à l'exercice 2014 ont été établis conformément aux dispositions de la loi 2001-117 du 06/12/2001 modifiant le code des sociétés commerciales.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions de la loi 96-112, relative au système comptable des entreprises et aux documents de synthèse consolidés des entreprises relevant du secteur financier. Les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination.

Les comptes consolidés regroupent les comptes d'**EL WIFACK Leasing** et de la société composant le groupe **EL WIFACK Leasing** à savoir **ERRIADA SICAR S.A**. Les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de se conformer aux principes du groupe **EL WIFACK Leasing**.

1.2- Principes, optique et méthodes de consolidation :

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de la société mère **EI WIFACK Leasing** et de sa filiale **ERRIADA SICAR** qu'elle contrôle.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes :

| Société | Nature du contrôle | Méthode de consolidation retenue |
|----------------------|--------------------|----------------------------------|
| ERRIADA SICAR | Contrôle exclusif | <i>Intégration Globale</i> |

La méthode de l'intégration globale s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive ayant une activité à caractère financier, auxquelles s'ajoutent les entreprises dont l'activité se situe dans le prolongement des activités bancaires ou financières, ou relève d'activités connexes (assurance, promotion touristique, acquisition, construction et réaménagement d'immeubles, location de terrains et d'immeubles).

Sachant que le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger ses politiques financières et opérationnelles afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans la filiale;
- soit de la désignation pendant deux exercices successifs de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la filiale ; le Groupe est présumé avoir effectué cette désignation lorsqu'il a disposé au cours de cette période, directement ou indirectement, d'une fraction supérieure à 40 % des droits de vote et qu'aucun autre associé ou actionnaire n'a détenu directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne ;
- soit du pouvoir d'exercer une influence dominante sur une filiale, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, lorsque le droit applicable le permet et que le Groupe est actionnaire ou associé de cette filiale ; l'influence dominante existe dès lors que le Groupe a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs, passifs ou éléments de hors - bilan de la même façon qu'il contrôle ce même type d'éléments dans les filiales sous contrôle exclusif. Ne sont toutefois retenues dans ces conditions que les entreprises qui présentent un caractère significatif par rapport aux comptes du Groupe.

1.3- Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

1.3.1- Traitement des acquisitions et écarts d'acquisition:

La différence entre le prix d'acquisition et la quote-part de situation nette acquise est affectée en premier lieu à des éléments identifiables du bilan et du hors - bilan. Les modifications ainsi apportées aux valeurs d'entrée des éléments identifiés sont en contrepartie imputées sur la valeur brute de l'écart d'acquisition, dont les amortissements cumulés sont alors ajustés.

Pour chaque acquisition, le solde des écarts non affectés est inscrit à l'actif ou au passif du bilan suivant son sens, dans le poste "Écarts d'acquisition". Les écarts d'acquisition actifs sont amortis et les écarts d'acquisition passifs sont rapportés au résultat. La durée ne peut en aucun cas excéder vingt ans. Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière à partir d'analyses multicritères, semblables à celles utilisées lors de l'évaluation initiale des sociétés acquises.

En cas de cession totale ou partielle des entreprises ainsi acquises, l'écart d'acquisition correspondant, originellement imputé sur les capitaux propres, vient corriger la plus ou moins-value de cession dans le résultat consolidé, sous déduction des amortissements qui auraient été pratiqués sans tenir compte du prorata tempore, si cet écart avait été maintenu à l'actif du bilan consolidé.

1.3.2- Elimination des soldes et transactions intra-groupe:

Les produits et les charges résultant d'opérations internes au Groupe sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et charges réciproques sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

1.3.3- Comptabilisation de l'Impôts:

Les impôts sont présentés selon la méthode de l'impôt exigible.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable ou recouvrables au titre de l'exercice. Le groupe ne présente pas, de la sorte, des actifs et/ou passifs d'impôt différés.

NOTE 2: PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises. Le Conseil d'Administration de la société tenu le 13 mars 2009 a opté pour la présentation des actifs et passifs des états financiers selon l'ordre décroissant de liquidité, et ce en remplacement de la notion de courants et non courants.

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

2-1 : Continuité de l'exploitation

Les états financiers ont été établis dans la perspective de la continuité de l'exploitation.

2-2: Immobilisations utilisées par la société

Les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées par la société figurent parmi les actifs au niveau des « **Actifs Immobilisés** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire par l'application des taux usuels.

2-3 : Encours sur crédits leasing accordés

La société adopte la norme comptable tunisienne NC 41 relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de leasing, et ce à partir de 1^{er} janvier 2008.

La société est dotée d'un système de gestion intégré pour la gestion de son portefeuille et la génération des écritures comptables. Les biens faisant l'objet de contrats de location-financement sont les biens acquis par la société et donnés en location pour une durée moyenne qui varie entre trois et sept ans. Elles sont de ce fait enregistrées à l'actif du bilan au niveau des « **Encours sur crédits leasing** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le

locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Les opérations de leasing portent sur des biens immobiliers (terrains et constructions) et mobiliers (équipements, matériel roulant...).

Il est à signaler que, pendant toute la durée du bail, le bien donné en location demeure la propriété de la société **EL WIFACK LEASING**, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le céder ou de le nantir.

2-4 : Portefeuille investissement

Les titres de participation et les titres immobilisés sont enregistrés comptablement à leur valeur d'acquisition.

2-5 : Charges reportées

Les charges reportées sont composées des frais préliminaires, des charges à répartir et des frais d'émission et de remboursement d'emprunts (emprunts bancaires et obligations).

Ces charges sont résorbées sur les durées suivantes :

| CHARGE REPORTEE | DUREE DE RESORPTION RETENUE |
|--|------------------------------------|
| - Frais préliminaires et charges à répartir | 3 ans |
| - Frais d'émission d'emprunts bancaires | durée de l'emprunt |
| - Frais d'émission et de remboursement des obligations | durée de l'obligation |

2-6 : Emprunts

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée, au passif du bilan sous la rubrique des « **Emprunts et dettes rattachés** ».

2-7 : Evaluation des provisions

La société constitue annuellement une provision des actifs classés conformément aux normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet du circulaire n° 91-24 émise par la Banque Centrale de Tunisie le 17 décembre 1991.

Les provisions résultant de l'application de la circulaire suscitée sont déterminées de la manière suivante :

Montant de l'engagement + Loyers impayés – Agios réservés – Intérêts de retard réservés – Valeur intrinsèque.

Avec valeur intrinsèque = Valeur d'acquisition – amortissements cumulés

2-7-1 : Les classes:

| | Retard de paiement | Minimum de provision à appliquer par classe |
|--|-------------------------------|--|
| . A : Actifs courants | - | - |
| .B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier | <i>Moins de 90 jours</i> | - |
| .B2 : Actifs incertains | <i>Entre 90 et 180 jours</i> | 20% |
| .B3 : Actifs préoccupants | <i>Entre 180 et 360 jours</i> | 50% |
| .B4 : Actifs compromis | <i>Plus que 360 jours</i> | 100% |

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent:

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash-flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

2-7-2 : La valeur du bien en leasing :

Les principes retenus pour l'évaluation du bien en location sont les suivants:

- **Matériel standard**: Valeur d'origine diminuée d'une décote de **20%** par année de location
- **Matériel spécifique**: Valeur d'origine diminuée d'une décote de **40%** par année de location
- **Immeubles (terrain, construction,...)**: Valeur d'origine diminuée d'une décote de **5%** par année de location

2-7-3 : Les garanties reçues

Bien que la société **EL WIFACK LEASING** détienne des garanties réelles sur des clients ayant des créances classées, elle les considère comme une garantie supplémentaire atténuant le risque encouru. Ces garanties comprennent essentiellement les hypothèques inscrites.

2-8 : Comptabilisation des revenus

La société adopte la norme comptable tunisienne NC 41 relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de leasing, et ce à partir de 1^{er} janvier 2008. Elle a opté pour une application rétrospective.

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de la période, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les intérêts de retard, non encaissés, sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que « Produits réservés », venant en déduction de la rubrique « Clients et comptes rattachés ». Cette méthode de comptabilisation concerne les actifs classés en B2, B3 et B4 ainsi que les actifs rééchelonnés non classés et ce conformément aux dispositions de l'article 9 du circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991.

2-9 : Impôt sur les bénéfices

La société **EL WIFACK LEASING** est soumise à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de **35%**.

En vertu des dispositions de la loi de finances n°2000-98 du 25 décembre 2000 les amortissements financiers relatifs aux biens objets de contrats de leasing, sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable.

Par ailleurs, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de leasing. Ainsi le taux des provisions déductibles est relevé à 75% au titre des bénéfices réalisés à compter de 2002 jusqu'à l'an 2006 (Article 16 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001). La loi de finances pour la gestion 2005, a porté ce taux à 85% qui demeure en vigueur jusqu'à l'an 2006.

De sa part, la loi de finances pour la gestion 2006 a relevé ce taux à **100%** applicable jusqu'au **31 décembre 2009**.

2-10 : Taxe sur la valeur ajoutée

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes. Il en est de même en ce qui concerne les investissements propres ou objet de contrat de leasing.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société sur ses achats de biens et services est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est *crédeur* ou d'un report pour la période suivante s'il est *débiteur*.

2-11 : Unité monétaire et risque de change

Les états financiers de la société sont arrêtés et présentés en dinar tunisien (DT). Aucune créance ou dette n'est libellée en monnaies étrangères.

Aucun risque de change n'est ainsi couru par la société à la date du 31 décembre 2013.

2-12 : Faits saillants de la période :

L'année 2014 est caractérisé par :

- L'obtention de l'agrément de la transformation de la Société en banque universelle.
- Le maintien de la notation de la Société par Fitch rating à **BBB-** avec perspectives stables.
- Ouverture de la septième agence à Djerba.

NOTE 3 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

L'analyse des liquidités et équivalents de liquidités se présente comme suit :

| | (En DT) | |
|-----------------------------------|--------------------|------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Banques | 1 143 318 | 4 164 614 |
| Chèques en caisse | 0 | 0 |
| Effets remis à l'encaissement (a) | 10 706 | 120 892 |
| Caisse | 1 991 | 2 264 |
| TOTAL | 1 156 015 | 4 287 770 |

(a) : les effets remis à l'encaissement sont présentés au niveau de la rubrique « Créances de Leasing. Echues et Impayées ». Seuls les effets encaissés à la date de l'arrêté des états financiers sont présentés au niveau des « liquidités et équivalents de liquidités ».

NOTE 4 : CREANCES DE LEASING : ENCOURS FINANCIERS :

La valeur brute de l'encours sur crédits leasing, au 31 décembre 2014 a atteint **236 888 900 DT** contre **202 198 988 DT** au 31 décembre 2013, enregistrant une augmentation de 34 689 912 DT.

Les encours financiers des créances de leasing s'analysent comme suit :

| 31 décembre | |
|--------------------|-------------|
| 2014 | 2013 |
| | |

| | | |
|---|--------------------|--------------------|
| Créances de leasing | 233 108 906 | 201 793 520 |
| Créances de leasing (encours des contrats non mis en force) | 3 779 994 | 405 468 |
| S/Total | 236 888 900 | 202 198 988 |
| Provisions pour dépréciation de l'encours classé | (3 632 357) | (3 377 788) |
| Solde au 31 décembre | 233 256 543 | 198 821 200 |

NOTE 5 : CREANCES DE LEASING : IMPAYES

La valeur brute de cette rubrique a atteint 14 786 937 DT en date du 31 décembre 2014, contre 12 363 148 au 31 décembre 2013, enregistrant ainsi une variation de 2 423 789DT.

L'analyse des comptes clients se présente comme suit :

| | (En DT) | |
|---|--------------------|--------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Impayés et autres facturations | 14 767 258 | 12 306 073 |
| Effets remis à l'encaissement | 19 679 | 57 075 |
| Montant brut | 14 786 937 | 12 363 148 |
| <i>A déduire :</i> | | |
| - Produits réservés sur créances classées | (660 500) | (488 410) |
| - Produits réservés sur créances rééchelonnées | (3 750) | (82 214) |
| -provision sur créances classées | (3 990 629) | (3 230 858) |
| - provision collectives | (1 070 107) | (971 065) |
| Montant des provisions et agios réservés | (5 724 986) | (4 772 547) |
| Montant net des clients et comptes rattachés | 9 061 951 | 7 590 601 |

ANALYSE DES IMPAYES ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE

| | ANALYSE PAR CLASSE | | | | | TOTAL |
|--|--------------------|---|-------------------|---------------------|-------------------|--------------------|
| | A | B1 | B2 | B3 | B4 | |
| | Actifs courants | Actifs nécessitant un suivi particulier | Actifs incertains | Actifs préoccupants | Actifs compromis | |
| Encours financiers | 165 842 590 | 60 447 988 | 207 143 | 211 148 | 6 400 037 | 233 108 906 |
| Impayés | 914 633 | 7 564 754 | 64 112 | 166 834 | 3 977 406 | 12 687 739 |
| Avances et acomptes reçus (a) | -2 894 934 | -217 273 | 0 | 0 | -127 421 | -3 239 628 |
| Autres créances | 304 599 | 685 632 | 5 453 | 33 655 | 1 050 180 | 2 079 519 |
| TOTAL DES IMPAYES, AUTRES CREANCES & AVANCES ET ACOMPTES | -1 675 702 | 8 033 113 | 69 565 | 200 489 | 4 900 165 | 11 527 630 |
| TOTAL DES ENCOURS, IMPAYES, AUTRES CREANCES & AVANCES ET ACOMPTES (1) | 164 166 888 | 68 481 101 | 276 708 | 411 637 | 11 300 202 | 244 636 536 |
| Produits réservés | | 3 750 | 7 736 | 15 443 | 637 321 | 664 250 |
| Provisions sur les impayés | | | 17 101 | 115 461 | 3 858 067 | 3 990 629 |
| Provisions sur les encours | | | 17 | 0 | 3 632 340 | 3 632 357 |
| Provisions collectives | | 1 070 107 | | | | 1 070 107 |
| TOTAL DES PROVISIONS ET AGIOS RESERVES (2) | | 1 073 857 | 24 854 | 130 904 | 8 127 728 | 9 357 343 |
| Ratio de couverture des créances classées (1) / (2) | | | 8,98% | 31,80% | 71,93% | |
| | | | 69% | | | |

NOTE 6 : PORTE FEUILLE TITRES DE PLACEMENT

Les placements s'élèvent au 31 décembre 2014 à 86 425 DT contre 91 418 DT au 31 décembre 2013.

NOTE 7 : PORTEFEUILLE INVESTISSEMENT

L'analyse du portefeuille investissement se présente comme suit:

| | | Au 31 décembre | |
|------------------------------|-----|------------------|------------------|
| | | 2014 | 2013 |
| Titres de participation | (a) | 2 163 860 | 2 338 860 |
| Fonds d'investissement | (b) | 490 000 | 490 000 |
| Prêts sur Fonds Social | | 364 300 | 249 872 |
| Emprunt Obligataire National | | 200 000 | - |
| Valeur brute | | 3 218 160 | 3 078 732 |
| Provision (d) | | (200 000) | (100 000) |
| TOTAL | | 3 018 160 | 2 978 732 |

(a) Les titres de participation s'analysent au 31 décembre 2014 comme suit :

| Emetteur | Nombre d'actions | Valeur Nominale | TOTAL | Date de souscription | % détenu du capital |
|---|------------------|-----------------|------------------|----------------------|---------------------|
| MED FOOD S.A | 100 | 1.000 | 100.000 | 2003 | 3,33 |
| ERRIADA IMMOB | 24.600 | 5 | 123.000 | 2008-2009 | 12,30 |
| Société C.C.T | 30.000 | 10 | 300.000 | 2010 | 30,00 |
| Société TAIMET | 30.000 | 10 | 300.000 | 2010 | 48,33 |
| Société les céramiques | | | 1.000.000 | 2013 | |
| Société Eurocycle | | | 125.760 | | |
| Avance sur cession participation C.C.T | | | (250.000) | | |
| Avance sur cession participation TAIMET | | | (75.000) | | |
| Société SOTUMAIL | | | 500.000 | | |
| Société SERP SUD | 4.000 | 10 | 40.000 | 2010 | 10,00 |
| INSTITUT DE L'APBEF | | | 100 | | |
| TOTAL | | | 2 163 860 | | |

(a) Le fonds d'investissement s'analyse au 31 décembre 2014 comme suit :

| SICAR | MONTANT | Date d'affectation | Nature |
|-----------------|----------------|--------------------|--------|
| SODIS-SICAR S.A | 490 000 | 2003-2004-2005 | F G |
| TOTAL | 490 000 | | |

(d) : Il s'agit d'une provision pour dépréciation de la participation directe et indirecte au capital de MEDFOOD SA pour 200.000 DT.

NOTE 8 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur brute des immobilisations incorporelles s'élevé au 31 décembre 2014 à 155 145 DT.

Le détail de ces immobilisations au 31 décembre 2014 se présente ainsi :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Au 31 décembre 2014

(Exprimé en dinars)

(En DT)

| DESIGNATION | TAUX <i>D'AMORT</i> | VALEURS BRUTES | | | | AMORTISSEMENTS | | | | VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2014 |
|---------------|------------------------|------------------|---|---|------------------|------------------|---|---|----------------------------|---|
| | | AU 01/01/2014 | ACQUISIT° du 01/01/2014 au 31/12/2014 | CESSION du 01/01/2014 au 31/12/2014 | AU 31/12/2014 | AU 01/01/2014 | DOTATIONS du 01/01/2014 au 31/12/2014 | REINTEGRATIONS DES AMORTISS. du 01/01/2014 au 31/12/2014 | CUMULE AU 31/12/2014 | |
| Logiciels | 33% | 101 625 | 0 | - | 101 625 | 97 389 | 3 012 | - | 100 401 | 1 224 |
| Licences | 33% | 44 128 | 9 392 | - | 53 520 | 35 348 | 4 403 | - | 39 751 | 13 769 |
| TOTAUX | | 145 753 | 9 392 | - | 155 145 | 132 737 | 7 415 | - | 140 152 | 14 993 |

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles brutes au 31 décembre 2014 se sont élevées à 5 563 419 DT contre 4 638 983 DT au 31 décembre 2013, enregistrant une augmentation nette de 924 436 DT.

Les acquisitions de l'année 2014 sont les suivantes :

| IMMOBILISATION | MONTANT EN DT |
|---------------------------------|----------------------|
| Construction | 729 072 |
| Installations techniques A et A | 30 775 |
| Matériels de transport | 21 000 |
| Equipements de bureau | 13 493 |
| Matériel informatique | 124 213 |
| Agencements et Aménagements | 0 |
| Immobilisations encours | 24 545 |
| TOTAL | 943 098 |

Le détail de ces immobilisations au 31 décembre 2014 se présente comme suit :

(En DT)

| DESIGNATION | VALEURS BRUTES | | | | AMORTISSEMENTS | | | | VALEUR COMPTABLE NETTE |
|------------------------------------|------------------|---|---|------------------|------------------|---|--|----------------------------|------------------------------|
| | AU 01/01/2014 | ACQUISIT° du 01/01/2014 au 31/12/2014 | CESSION du 01/01/2014 au 31/12/2014 | AU 31/12/2014 | AU 01/01/2014 | DOTATIONS du 01/01/2014 au 31/12/2014 | Amort /cession du 01/01/2014 au 31/12/2014 | CUMULE AU 31/12/2014 | |
| Terrain | 2 291 768 | 0 | 0 | 2 291 768 | 0 | 0 | - | 0 | 2 291 768 |
| Constructions | 859 351 | 729 072 | 0 | 1 588 423 | 359 287 | 62 443 | - | 421 730 | 1 166 693 |
| Agenc & Aménag. des constructions | 141 184 | 0 | 0 | 141 184 | 70 793 | 10 016 | - | 80 809 | 60 375 |
| Installations générales A A Divers | 139 181 | 30 775 | 0 | 169 956 | 56 305 | 15 654 | - | 71 959 | 97 997 |
| Matériel de transport | 752 112 | 21 000 | 18 662 | 754 450 | 514 544 | 106 149 | 18 662 | 602 031 | 152 419 |
| Matériel informatique | 255 857 | 124 213 | 0 | 380 070 | 156 560 | 31 191 | - | 301 254 | 192 319 |
| Equipements de bureau | 152 619 | 13 493 | 0 | 166 112 | 99 870 | 13 633 | - | 113 503 | 52 609 |
| Immobilisations en cours | 45 929 | 24 545 | 0 | 70 474 | - | - | - | - | 70 474 |
| Autres Immobilisations corporelles | 982 | 0 | 0 | 982 | 289 | 98 | - | 387 | 595 |
| TOTAUX | 4 638 983 | 943 098 | 18 662 | 5 563 419 | 1 257 648 | 239 184 | 18 662 | 1 478 170 | 4 085 249 |

NOTE 10 : AUTRES ACTIFS

Le détail des autres actifs courants est le suivant :

| | (En DT) | |
|--|------------------|------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Charges à répartir | 304 340 | 351 743 |
| Avances aux fournisseurs | 35 524 | 52 864 |
| Prêt fonds social à – un an | 58 723 | 47 454 |
| Etat, retenue à la source | 24 320 | 23 004 |
| Crédit de TVA à reporter | 1 115 116 | 4 241 504 |
| TVA à régulariser | 550 090 | 22 129 |
| Personnel avances | 21 317 | 22 610 |
| Compte d'attente | 74 508 | 7 062 |
| Débiteurs divers | 6 603 | 326 478 |
| Dépôt et cautionnement versées | 612 604 | 146 207 |
| Charges constatées d'avance | 310 156 | 24 168 |
| Produits à recevoir | 136 628 | - |
| TCL à régulariser | 88 159 | 88 159 |
| TOTAL VALEUR BRUTE | 3 338 088 | 5 353 382 |
| <i>Provisions pour dépréciation des autres actifs courants</i> | <i>(344 846)</i> | <i>(188.388)</i> |
| TOTAL NET | 2 993 242 | 5 164 994 |

NOTE 11 : EMPRUNTS ET DETTES RATTACHES

Les emprunts et les dettes rattachés totalisent en date du 31 décembre 2014 la somme de 192 051 278 DT contre 158 036 270 DT au 31 décembre 2013. Le détail est comme suit :

| | 31 décembre | |
|--|--------------------|--------------------|
| | 2014 | 2013 |
| Emprunts (échéances à plus d'un an) (a) | 77 025 021 | 75 494 883 |
| Emprunts (échéances à moins d'un an) (b) | 92 531 882 | 74 479 291 |
| Billets de trésorerie | 17 650 000 | 5 650 000 |
| Dettes rattachées (c) | 3 250 976 | 2 412 096 |
| Effets escomptés | 1 593 399 | - |
| TOTAL | 192 051 278 | 158 036 270 |

(a) Les emprunts à plus d'un an au 31 décembre 2014 s'analysent comme suit :

| | (En DT) | |
|-----------------------|-------------------|-------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| ▪ Emprunt Obligataire | 16 000 000 | 24 000 000 |
| ▪ Emprunt Amen Bank | 10 541 695 | 8 738 704 |
| ▪ Emprunts BH | 3 911 746 | - |
| ▪ Emprunts Attijari B | 494 274 | 1 985 114 |
| ▪ Emprunts BIAT | - | - |
| ▪ Emprunts BT | 4 800 000 | 7 200 000 |
| ▪ Emprunts ATB | 6 669 737 | 6 735 526 |
| ▪ Emprunts BTE | 3 922 891 | 312 500 |
| ▪ Emprunts STB | 8 552 084 | 13 567 761 |
| ▪ Emprunts BTL | 3 500 000 | 2 338 611 |
| ▪ Emprunts ABC Bank | 6 932 594 | 3 666 667 |
| ▪ Emprunts BNA | 11 700 000 | 6 950 000 |
| Total | 77 025 021 | 75 494 883 |

(b) Les emprunts à moins d'un an au 31 décembre 2014 s'analysent comme suit :

| | 31 décembre | |
|---|-------------------|-------------------|
| | 2014 | 2013 |
| Echéances à moins d'un an sur Emprunt Obligataire | 8 000 000 | 8 000 000 |
| Echéances à moins d'un an sur crédits à Moyen Terme | 84 531 882 | 66 479 291 |
| TOTAL | 92 531 862 | 74 479 291 |

(c) Les dettes rattachées représentent les intérêts courus non échus en date de clôture.

| BANQUE | Montant du Crédit | Solde en | | Utilisations 2 014 | Rembours 2 014 | Soldes 31/12/2014 | Fin de période | |
|--------|----------------------|---------------------|--|-----------------------|-------------------|----------------------|----------------|-------------|
| | | début de période | | | | | Échéance à | Échéances à |
| | | | | | | | | |

| | | | | | | Moins d'un an | Plus d'un an | |
|--------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|---------|
| B T1 | 3 000 000 | 250 044 | - | 250 044 | - | - | - | - |
| B T2 | 2 000 000 | 166 718 | | 166 718 | - | - | - | - |
| B T3 | 1 500 000 | - | | - | - | - | - | - |
| B T4 | 1 500 000 | - | | - | - | - | - | - |
| B T5 | 2 000 000 | - | | - | - | - | - | - |
| B T6 | 2 500 000 | 250 000 | | 250 000 | - | - | - | - |
| B T7 | 1 500 000 | 150 000 | | 150 000 | - | - | - | - |
| B T8 | 3 000 000 | 1 800 000 | | 600 000 | 1 200 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 |
| B T9 | 1 000 000 | 600 000 | | 200 000 | 400 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 |
| B T10 | 3 000 000 | 2 700 000 | | 600 000 | 2 100 000 | 600 000 | 1 500 000 | |
| B T11 | 1 500 000 | 1 350 000 | | 300 000 | 1 050 000 | 300 000 | 750 000 | |
| B T12 | 3 000 000 | 2 700 000 | | 600 000 | 2 100 000 | 600 000 | 1 500 000 | |
| B T13 | 500 000 | 450 000 | | 100 000 | 350 000 | 100 000 | 250 000 | |
| B T14 | 4 000 000 | - | 4 000 000 | - | 4 000 000 | 4 000 000 | - | |
| | 30 000 000 | 10 416 762 | 4 000 000 | 3 216 762 | 11 200 000 | 6 400 000 | 4 800 000 | |
| BTE 1 | 5 000 000 | - | - | - | - | - | - | - |
| BTE 2 | 5 000 000 | 312 500 | - | 312 500 | - | - | - | - |
| BTE 3 | 5 000 000 | 1 562 500 | - | 1 250 000 | 312 500 | 312 500 | - | - |
| BTE 4 | 5 000 000 | - | 5 000 000 | 207 635 | 4 792 365 | 869 475 | 3 922 891 | |
| | 20 000 000 | 1 875 000 | 5 000 000 | 1 770 135 | 5 104 865 | 1 181 975 | 3 922 891 | |
| STB 1 | 3 000 000 | 450 000 | - | 450 000 | - | - | - | - |
| STB 2 | 1 500 000 | 225 000 | - | 225 000 | - | - | - | - |
| STB 3 | 1 000 000 | 150 000 | - | 150 000 | - | - | - | - |
| STB 4 | 500 000 | 75 000 | - | 75 000 | - | - | - | - |
| STB 5 | 3 000 000 | 2 100 000 | - | 600 000 | 1 500 000 | 600 000 | 900 000 | |
| STB 6 | 3 000 000 | 2 100 000 | - | 600 000 | 1 500 000 | 600 000 | 900 000 | |
| STB 7 | 3 000 000 | 2 100 000 | - | 600 000 | 1 500 000 | 600 000 | 900 000 | |
| STB 8 | 3 000 000 | 2 152 371 | - | 584 610 | 1 567 761 | 615 677 | 952 084 | |
| STB 9 | 2 000 000 | 1 400 000 | - | 400 000 | 1 000 000 | 400 000 | 600 000 | |
| STB 10 | 1 000 000 | 700 000 | - | 200 000 | 500 000 | 200 000 | 300 000 | |
| STB 11 | 1 000 000 | 800 000 | - | 200 000 | 600 000 | 200 000 | 400 000 | |
| STB 12 | 3 000 000 | 2 400 000 | - | 600 000 | 1 800 000 | 600 000 | 1 200 000 | |
| STB 13 | 6 000 000 | 4 800 000 | - | 1 200 000 | 3 600 000 | 1 200 000 | 2 400 000 | |
| | 31 000 000 | 19 452 371 | - | 5 884 610 | 13 567 761 | 5 015 677 | 8 552 084 | |
| BTL 1 | 2 000 000 | 869 323 | - | 422 013 | 447 310 | 447 310 | - | 0 |
| BTL 2 | 2 000 000 | 909 714 | - | 441 562 | 468 152 | 468 152 | - | 0 |
| BTL 3 | 3 000 000 | 1 407 530 | - | 693 294 | 714 236 | 714 236 | - | 0 |
| BTL 4 | 1 500 000 | 702 891 | - | 346 918 | 355 973 | 355 973 | - | 0 |
| BTL 5 | 1 500 000 | 705 883 | - | 352 941 | 352 942 | 352 941 | - | 0 |
| BTL 6 | 3 000 000 | - | 3 000 000 | 300 000 | 2 700 000 | 600 000 | 2 100 000 | |
| BTL 7 | 2 000 000 | - | 2 000 000 | 200 000 | 1 800 000 | 400 000 | 1 400 000 | |

| | | | | | | | |
|---------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | 15 000 000 | 4 595 340 | 5 000 000 | 2 756 728 | 6 838 612 | 3 338 612 | 3 500 000 |
| ATTIJARI B 1 | 1 000 000 | - | - | - | - | - | - |
| ATTIJARI B 2 | 1 000 000 | - | - | - | - | - | - |
| ATTIJARI B 3 | 1 500 000 | - | - | - | - | - | - |
| ATTIJARI B 4 | 1 500 000 | 300 000 | - | 300 000 | - | - | - |
| ATTIJARI B 5 | 1 500 000 | 300 000 | - | 300 000 | - | - | - |
| ATTIJARI B 6 | 1 000 000 | 250 000 | - | 200 000 | 50 000 | 50 000 | - |
| ATTIJARI B 7 | 1 000 000 | 250 000 | - | 200 000 | 50 000 | 50 000 | - |
| ATTIJARI B 8 | 3 000 000 | 1 050 000 | - | 600 000 | 450 000 | 450 000 | - |
| ATTIJARI B 9 | 1 000 000 | 350 000 | - | 200 000 | 150 000 | 150 000 | - |
| ATTIJARI B 10 | 1 000 000 | 350 000 | - | 200 000 | 150 000 | 150 000 | - |
| ATTIJARI B 11 | 2 000 000 | 1 163 399 | - | 401 223 | 762 176 | 427 227 | 334 949 |
| ATTIJARI B 12 | 1 000 000 | 581 728 | - | 200 577 | 381 151 | 213 613 | 167 538 |
| | 16 500 000 | 4 595 127 | - | 2 601 800 | 1 993 327 | 1 490 840 | 502 487 |
| BIAT 1 | 3 000 000 | - | - | - | - | - | - |
| BIAT 2 | 2 000 000 | - | - | - | - | - | - |
| | 5 000 000 | - | - | - | - | - | - |
| BNA 1 | 3 000 000 | 1 800 000 | - | 600 000 | 1 200 000 | 600 000 | 600 000 |
| BNA 2 | 4 000 000 | 2 600 000 | - | 800 000 | 1 800 000 | 800 000 | 1 000 000 |
| BNA 3 | 3 000 000 | 1 950 000 | - | 600 000 | 1 350 000 | 600 000 | 750 000 |
| BNA 4 | 3 000 000 | 2 100 000 | - | 600 000 | 1 500 000 | 600 000 | 900 000 |
| BNA 5 | 1 000 000 | 750 000 | - | 200 000 | 550 000 | 200 000 | 350 000 |
| BNA 6 | 1 000 000 | 750 000 | - | 200 000 | 550 000 | 200 000 | 350 000 |
| BNA 7 | 5 000 000 | - | 5 000 000 | 250 000 | 4 750 000 | 1 000 000 | 3 750 000 |
| | 20 000 000 | 9 950 000 | 5 000 000 | 3 250 000 | 11 700 000 | 4 000 000 | 7 700 000 |
| BNA CUN 1 | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | 5 000 000 | 1 000 000 | 4 000 000 |
| | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | 5 000 000 | 1 000 000 | 4 000 000 |
| BH 09 | 5 000 000 | - | 5 000 000 | 209 966 | 4 790 034 | 878 289 | 3 911 746 |
| | 5 000 000 | - | 5 000 000 | 209 966 | 4 790 034 | 878 289 | 3 911 746 |
| ATB1 | 3 000 000 | - | - | - | - | - | - |
| ATB2 | 3 000 000 | - | - | - | - | - | - |
| ATB3 | 1 500 000 | - | - | - | - | - | - |
| ATB4 | 2 000 000 | 400 000 | - | 400 000 | - | - | - |
| ATB5 | 1 000 000 | 200 000 | - | 200 000 | - | - | - |
| ATB6 | 1 000 000 | 350 000 | - | 200 000 | 150 000 | 150 000 | - |
| ATB7 | 1 000 000 | 350 000 | - | 200 000 | 150 000 | 150 000 | - |
| ATB8 | 1 000 000 | 350 000 | - | 200 000 | 150 000 | 150 000 | - |
| ATB9 | 2 000 000 | 1 300 000 | - | 400 000 | 900 000 | 400 000 | 500 000 |
| ATB10 | 1 500 000 | 975 000 | - | 300 000 | 675 000 | 300 000 | 375 000 |
| ATB11 | 1 500 000 | 1 026 316 | - | 315 789 | 710 526 | 315 789 | 394 737 |
| ATB12 | 5 000 000 | 5 000 000 | - | 1 000 000 | 4 000 000 | 1 000 000 | 3 000 000 |
| ATB13 | 3 000 000 | - | 3 000 000 | - | 3 000 000 | 600 000 | 2 400 000 |

| | 26 500 000 | 9 951 316 | 3 000 000 | 3 215 789 | 9 735 526 | 3 065 789 | 6 669 737 |
|-------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| ABC 1 | 3 000 000 | 2 000 000 | - | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | - |
| ABC 2 | 2 000 000 | 1 333 333 | - | 666 667 | 666 667 | 666 667 | - |
| ABC 3 | 1 000 000 | - | - | - | - | - | - |
| ABC 4 | 500 000 | - | - | - | - | - | - |
| ABC 5 | 2 000 000 | 2 000 000 | - | 666 667 | 1 333 333 | 666 667 | 666 667 |
| ABC 6 | 1 000 000 | 1 000 000 | - | 333 333 | 666 667 | 333 333 | 333 333 |
| ABC 7 | 1 500 000 | 1 500 000 | - | 1 500 000 | - | - | - |
| ABC 8 | 500 000 | 500 000 | - | 500 000 | - | - | - |
| ABC 9 | 1 000 000 | 1 000 000 | - | 1 000 000 | - | - | - |
| ABC 10 | 7 000 000 | - | 7 000 000 | 593 755 | 6 406 245 | 1 254 947 | 5 151 297 |
| ABC 11 | 1 000 000 | - | 1 000 000 | 41 980 | 958 020 | 175 919 | 782 101 |
| ABC 12 | 1 500 000 | - | 1 500 000 | - | 1 500 000 | 1 500 000 | - |
| ABC 13 | 500 000 | - | 500 000 | - | 500 000 | 500 000 | - |
| ABC 14 | 1 000 000 | - | 1 000 000 | - | 1 000 000 | 1 000 000 | - |
| | 23 500 000 | 9 333 333 | 11 000 000 | 6 302 403 | 14 030 931 | 7 097 533 | 6 933 398 |
| AMEN BANK10 | 2 000 000 | 500 000 | - | 285 714 | 214 286 | 214 286 | - 0 |
| AMEN BANK11 | 1 500 000 | 374 999 | - | 214 286 | 160 714 | 160 714 | - 1 |
| AMEN BANK12 | 2 500 000 | 535 714 | - | 357 143 | 178 571 | 178 571 | - 0 |
| AMEN BANK13 | 1 500 000 | 374 999 | - | 214 286 | 160 714 | 160 714 | - 1 |
| AMEN BANK14 | 1 000 000 | 259 260 | - | 148 148 | 111 112 | 111 111 | 1 |
| AMEN BANK15 | 1 500 000 | 346 155 | - | 230 769 | 115 386 | 115 385 | 1 |
| AMEN BANK16 | 1 000 000 | 230 770 | - | 153 846 | 76 924 | 76 923 | 1 |
| AMEN BANK17 | 1 000 000 | 259 256 | - | 148 148 | 111 108 | 111 111 | - 3 |
| AMEN BANK18 | 1 500 000 | 250 000 | - | 250 000 | - | - | - |
| AMEN BANK19 | 1 000 000 | 200 000 | - | 200 000 | - | - | - |
| AMEN BANK20 | 1 000 000 | 200 000 | - | 200 000 | - | - | - |
| AMEN BANK21 | 1 000 000 | 200 000 | - | 200 000 | - | - | - |
| AMEN BANK22 | 500 000 | 100 000 | - | 100 000 | - | - | - |
| AMEN BANK23 | 1 000 000 | 250 000 | - | 200 000 | 50 000 | 50 000 | - |
| AMEN BANK24 | 1 000 000 | 300 000 | - | 200 000 | 100 000 | 100 000 | - |
| AMEN BANK25 | 1 000 000 | 300 000 | - | 200 000 | 100 000 | 100 000 | - |
| AMEN BANK26 | 1 500 000 | 450 000 | - | 300 000 | 150 000 | 150 000 | - |
| AMEN BANK27 | 3 500 000 | 1 225 000 | - | 700 000 | 525 000 | 525 000 | - |
| AMEN BANK28 | 1 000 000 | 536 996 | - | 205 670 | 331 327 | 217 729 | 113 598 |
| AMEN BANK29 | 1 000 000 | 533 340 | - | 204 271 | 329 069 | 216 248 | 112 822 |
| AMEN BANK30 | 1 000 000 | 534 160 | - | 204 561 | 329 599 | 216 533 | 113 066 |
| AMEN BANK31 | 1 000 000 | 678 875 | - | 197 809 | 481 066 | 207 467 | 273 598 |
| AMEN BANK32 | 1 000 000 | 678 102 | - | 197 146 | 480 956 | 207 166 | 273 790 |
| AMEN BANK33 | 2 000 000 | 1 550 603 | - | 382 837 | 1 167 766 | 404 434 | 763 331 |

| | | | | | | | |
|---------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| AMEN BANK34 | 1 000 000 | 775 878 | - | 191 425 | 584 453 | 202 315 | 382 138 |
| AMEN BANK35 | 1 000 000 | 810 819 | - | 194 448 | 616 371 | 199 862 | 416 508 |
| AMEN BANK36 | 1 000 000 | 850 000 | - | 200 000 | 650 000 | 200 000 | 450 000 |
| AMEN BANK37 | 2 000 000 | 2 000 000 | - | 285 714 | 1 714 286 | 285 714 | 1 428 571 |
| AMEN BANK38 | 2 000 000 | - | 2 000 000 | 214 286 | 1 785 714 | 285 714 | 1 500 000 |
| AMEN BANK39 | 2 000 000 | - | 2 000 000 | 142 857 | 1 857 143 | 285 714 | 1 571 429 |
| AMEN BANK40 | 2 000 000 | - | 2 000 000 | 142 857 | 1 857 143 | 285 714 | 1 571 429 |
| AMEN BANK41 | 2 000 000 | - | 2 000 000 | 142 857 | 1 857 143 | 285 714 | 1 571 429 |
| | 45 000 000 | 15 304 927 | 8 000 000 | 7 209 079 | 16 095 848 | 5 554 142 | 10 541 706 |
| ELBARAKA 1 | 19 500 000 | 19 500 000 | 10 000 000 | - | 29 500 000 | 29 500 000 | - |
| | 19 500 000 | 19 500 000 | 10 000 000 | - | 29 500 000 | 29 500 000 | - |
| EZZITOUNA 1 | 10 000 000 | 8 500 000 | - | - | 8 500 000 | 8 500 000 | - |
| EZZITOUNA 2 | 1 500 000 | 1 500 000 | - | - | 1 500 000 | 1 500 000 | - |
| EZZITOUNA 3 | 1 000 000 | 1 000 000 | - | - | 1 000 000 | 1 000 000 | - |
| EZZITOUNA 4 | 2 000 000 | 2 000 000 | - | - | 2 000 000 | 2 000 000 | - |
| | 14 500 000 | 13 000 000 | - | - | 13 000 000 | 13 000 000 | - |
| Takafulia 1 | 2 000 000 | - | 2 000 000 | - | 2 000 000 | 2 000 000 | - |
| Takafulia 2 | 650 000 | - | 650 000 | - | 650 000 | 650 000 | - |
| Takafulia 3 | 350 000 | - | 350 000 | - | 350 000 | 350 000 | - |
| | 3 000 000 | - | 3 000 000 | - | 3 000 000 | 3 000 000 | - |
| EMPRUNT OBLIGATAIRE 2010 | 20 000 000 | 12 000 000 | - | 4 000 000 | 8 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 |
| EMPRUNT OBLIGATAIRE 2013 | 20 000 000 | 20 000 000 | - | 4 000 000 | 16 000 000 | 4 000 000 | 12 000 000 |
| | 40 000 000 | 32 000 000 | - | 8 000 000 | 24 000 000 | 8 000 000 | 16 000 000 |
| BT SOTUGAR1 | 450 000 | 450 000 | - | - | 450 000 | 450 000 | - |
| BT SOTUGAR2 | 700 000 | 700 000 | - | - | 700 000 | 700 000 | - |
| | 1 150 000 | 1 150 000 | - | - | 1 150 000 | 1 150 000 | - |
| BT FCP TUNISIAN PRUDENCE | 250 000 | 250 000 | - | 250 000 | - | - | - |
| BT FCP VIVEO NOUVELLES | | | | | | | |
| INTRODUITES | 200 000 | 200 000 | - | 200 000 | - | - | - |
| BT FCP SERENA VALEURS | | | | | | | |
| FINANCIERES | 50 000 | 50 000 | - | 50 000 | - | - | - |
| BT GENERAL OBLIG SICAV | 1 000 000 | 1 000 000 | - | 1 000 000 | - | - | - |
| BT ATD SICAR | 5 000 000 | - | 5 000 000 | 5 000 000 | - | - | - |
| Errayada SICAR 1 | 2 300 000 | - | 2 300 000 | 2 300 000 | - | - | - |
| Errayada SICAR 2 | 1 450 000 | - | 1 450 000 | 1 450 000 | - | - | - |
| BT SICAV L'EPARGNANT 4 | 2 000 000 | 2 000 000 | - | 2 000 000 | - | - | - |
| BT SICAV L'EPARGNANT 5 | 1 000 000 | 1 000 000 | - | 1 000 000 | - | - | - |
| BT SICAV L'EPARGNANT 6 | 2 000 000 | - | 2 000 000 | 2 000 000 | - | - | - |
| BT SICAV L'EPARGNANT 7 | 2 000 000 | - | 2 000 000 | - | 2 000 000 | 2 000 000 | - |
| BT SICAV L'EPARGNANT 8 | 1 000 000 | - | 1 000 000 | - | 1 000 000 | 1 000 000 | - |
| BT SICAV L'EPARGNANT 9 | 2 000 000 | - | 2 000 000 | - | 2 000 000 | 2 000 000 | - |
| BT SICAV L'EPARGNANT 10 | 1 000 000 | - | 1 000 000 | - | 1 000 000 | 1 000 000 | - |
| BT FCP VIVEO NOUVELLES | | | | | | | |
| INTRODUITES | 250 000 | - | 250 000 | 250 000 | - | - | - |
| BT FCP SERENA VALEURS | | | | | | | |
| FINANCIERES | 50 000 | - | 50 000 | 50 000 | - | - | - |
| BT Assurance carte vie 01 | 1 000 000 | - | 1 000 000 | 1 000 000 | - | - | - |
| BT Assurance carte vie 02 | 1 000 000 | - | 1 000 000 | 1 000 000 | - | - | - |

| | | | | | | | |
|---------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| BT Assurance carte vie 03 | 2 000 000 | - | 2 000 000 | - | 2 000 000 | 2 000 000 | - |
| BT Assurance carte vie 04 | 1 500 000 | - | 1 500 000 | 1 500 000 | - | - | - |
| BT Assurance carte vie 05 | 1 000 000 | - | 1 000 000 | 1 000 000 | - | - | - |
| BT Amen Invest 1 | 1 000 000 | - | 1 000 000 | - | 1 000 000 | 1 000 000 | - |
| BT Amen Invest 2 | 1 000 000 | - | 1 000 000 | - | 1 000 000 | 1 000 000 | - |
| BT Amen Invest 3 | 500 000 | - | 500 000 | - | 500 000 | 500 000 | - |
| BT QNB | 6 000 000 | - | 6 000 000 | - | 6 000 000 | 6 000 000 | - |
| | 36 550 000 | 4 500 000 | 32 050 000 | 20 050 000 | 16 500 000 | 16 500 000 | - |
| TOTAL | 357 200 000 | 155 624 176 | 96 050 000 | 64 467 271 | 187 206 904 | 110 172 856 | 77 034 048 |

NOTE 12 : DETTES ENVERS LA CLIENTELLE

Le détail des dettes envers la clientèle est le suivant :

| | 31 décembre | |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| | 2014 | 2013 |
| Avances et acomptes reçus des clients | 3 239 628 | 3 358 061 |
| TOTAL | 3 239 628 | 3 358 061 |

NOTE 13 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

| | (En DT) | |
|---|-------------------|-------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Fournisseurs d'immobilisations louées | 3 052 926 | 6 634 061 |
| Fournisseurs factures non parvenues | 4 556 276 | 1 851 804 |
| Fournisseurs d'immobilisations louées, effets à payer | 3 964 504 | 7 826 221 |
| Fournisseurs divers | 205 444 | 28 768 |
| TOTAL | 11 779 150 | 16 340 854 |

NOTE 14 : AUTRES PASSIFS.

Le total des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2014 à 2 441 428 DT contre 2 314 195 DT au 31 décembre 2013 s'analysant comme suit :

| | (En DT) | |
|--|------------------|------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Dettes provisionnées pour congés payés | 491 126 | 305 848 |
| Personnel, rémunérations dues | 2 014 | 1 230 |
| Avance sur TFP | 13 178 | 20 568 |
| Etat impôts et taxes | 288 839 | 433 839 |
| Organismes sociaux | 123 700 | 116 604 |
| Charges à payer | 821 336 | 643 523 |
| Compte d'attente | 73 231 | 91 163 |
| Assurances | 5 503 | 14 953 |
| Impôt sur les bénéfices de la période | 380 556 | 492 416 |
| Assurance clients | 172 743 | 160 930 |
| Provisions départ à la retraite | 69 202 | 33 123 |
| TOTAL | 2 441 428 | 2 314 195 |

NOTE 15 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres au 31 décembre 2014 se sont élevés à 44 379 827 DT contre 42 508 247 DT au 31 décembre au 2013 .

Le détail des capitaux propres se présente comme suit :

| | (En DT) | |
|--|-------------------|-------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Capital | 20 000 000 | 20 000 000 |
| Prime d'émission | 9 500 000 | 9 500 000 |
| Réserve légale | 1 139 817 | 935 858 |
| Fonds social | 628 436 | 618 220 |
| Réserves pour réinvestissements exonérés | 6 410 000 | 5 010 000 |
| Fonds pour risques bancaires généraux | 220 000 | 220 000 |
| Autres réserves | 2 145 000 | 2 206 391 |
| Résultats reportés | 198 324 | 9 154 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTAT DE LA PERIODE | 40 244 495 | 38 499 623 |
| Résultat de la période | 4 252 339 | 4 131 827 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION | 44 494 006 | 42 631 450 |
| INTERETS DES MINORITAIRES | 22 984 | 22 738 |

L'analyse des capitaux propres se présente comme suit :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES
Au 31 décembre 2014
 (Exprimé en dinars)

| | Capital Social | Primes D'émission | Réserve légale | Fonds Social | Réserves pour réinvest. | Autres Réserves | Résultats reportés | Résultat de la période | TOTAL |
|---|-------------------|-------------------|------------------|----------------|-------------------------|------------------|--------------------|------------------------|-------------------|
| Solde au 31 décembre 2013 | 20 000 000 | 9 500 000 | 935 858 | 618 219 | 5 010 000 | 2 426 789 | 9 154 | 4 131 827 | 42 631 450 |
| Augmentation de Capital Social | | | | | | | | | |
| Affectations approuvées par l'AGO du 21/06/2014 | | | 203 959 | | 1 400 000 | | 189 170 | (1 670 016) | - |
| Dividendes versés sur le bénéfice 2013 | | | | | | | | (2 400 000) | (2 400 000) |
| Intérêts sur fonds social | | | | 10 217 | | | | | 10 217 |
| Résultat au 31 décembre 2014 | | | | | | | | 4 252 339 | 4 252 339 |
| Arrondi | | | | | | | | | |
| Solde au 31 décembre 2014 | 20 000 000 | 9 500 000 | 1 139 817 | 628 436 | 5 010 000 | 2.365.000 | 198 324 | 4 252 339 | 44 494 006 |

NOTE 16 : REVENUS DE LEASING

L'évolution des emplois et des ressources au cours de l'exercice 2014 accompagnée du renforcement des produits et de la maîtrise des charges, a permis de dégager des revenus de leasing au 31/12/2014 d'un montant de 23 739 295 DT contre 19 196 153 DT au 31/12/2013.

L'analyse des revenus de leasing se présente ainsi :

| | (En DT) | |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Revenus de leasing | 21 521 068 | 17 685 643 |
| Intérêts de retard & intercalaires | 758 737 | 573 294 |
| Variation des produits réservés | (93 626) | 3 335 |
| Autres produits d'exploitation (*) | 1 553 116 | 933 881 |
| Total des revenus de Leasing | 23 739 295 | 19 196 153 |

(*) Le détail des autres produits d'exploitation est le suivant :

| | (En DT) | |
|--|------------------|----------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Frais de rejet | 366 728 | 317 952 |
| Frais de dossiers et de suivi | 239 987 | 235 885 |
| Frais de résiliation & produits sur rachat | 946 401 | 380 044 |
| TOTAL | 1 553 116 | 933 881 |

NOTE 17 : CHARGES FINANCIERES NETTES :

Les charges financières se sont élevées au 31 décembre 2014 à 11 848 422 DT contre 9 087 441 DT au 31/12/2013, enregistrant ainsi une augmentation de 2 893 857 DT.

NOTE 18 : PRODUITS DES PLACEMENTS :

Les produits réalisés par le placement de l'excédent de la trésorerie se sont élevés au 31/12/2014 à 28 920 DT contre 189 316 DT au 31/12/2013.

NOTE 19 : CHARGES DE PERSONNEL

L'analyse des charges de personnel se présente comme suit :

| | (En DT) | |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Salaires et compléments de salaires | 2 489 423 | 2 058 529 |
| Congés à payer | 185 278 | - |
| C.N.S.S | 414 859 | 358 537 |
| Accident de travail | 10 971 | 9 475 |
| Assurance groupe | 41 735 | 36 361 |
| Provisions départ à la retraite | 36 079 | 33 123 |
| Total des charges de personnel | 3 178 345 | 2 496 025 |

NOTE 20 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 décembre 2014 à 1 875 017 DT contre 1 241 157 DT au 31 décembre 2013. Elles sont analysées comme suit :

| | (En DT) | |
|---|------------------|------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Achat fournitures | 169 917 | 108 961 |
| Carburant | 59 993 | 51 894 |
| Impôts & taxes | 418 574 | 114 219 |
| Rémunérations d'intermédiaires & honoraires | 306 409 | 174 964 |
| Frais postaux & télécommunication | 174 945 | 126 657 |
| Entretien, réparation et maintenance | 156 084 | 143 033 |
| Déplacements, missions et réceptions | 68 918 | 48 825 |
| Services bancaires | 212 725 | 188 949 |
| Dons et subventions | 6 371 | 33 790 |
| Location | 81 266 | 60 757 |
| Jetons de présence | 73 125 | 55 515 |
| Charges BVMT & STICODEVAM | 28 047 | 42 024 |
| Publicité publication & relations publiques | 39 418 | 36 898 |
| Primes d'assurance | 39 867 | 22 600 |
| Dons pour œuvres sociales | - | - |
| Etude, recherche | 15 972 | 11 301 |
| Electricité, eau et autres | 23 387 | 20 769 |
| TOTAL | 1 875 017 | 1 241 157 |

NOTE 21 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS PROPRES ET AUX RESORPTIONS DES CHARGES A REPARTIR

Les dotations aux amortissements et résorptions ont enregistré une augmentation de 40 070 DT par rapport au 31 décembre 2013. Elles se détaillent au 31 décembre 2014 comme suit:

| | (En DT) | |
|--|----------------|----------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles | 7 415 | 9 470 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles | 239 184 | 209 835 |
| Dotations aux résorptions des charges à répartir (a) | 23 081 | 10 305 |
| TOTAL | 269 680 | 229 610 |

(a) la résorption des frais d'émission des emprunts et des primes de remboursement des obligations est présentée au niveau des charges financières

NOTE 22 : DOTATIONS NETTES DES PROVISIONS

Les dotations nettes de la période aux comptes de provision se sont élevées au 31 décembre 2014 à 1.369.840 DT contre 1.098.721 DT au 31 décembre 2013 enregistrant ainsi une augmentation de 24,67%. Cette valeur représente les dotations aux provisions affectées pour dépréciation des créances moins les reprises de provisions suite aux recouvrements des créances.

Les dotations nettes aux comptes de provision se détaillent ainsi :

| | (En DT) | |
|---|--------------------|--------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des créances | 2 361 301 | 2 347 491 |
| Dotations aux provisions additionnelles | 117 243 | 114 565 |
| Dotations aux provisions collectives | 99 042 | |
| Radiation des créances | - | 228 634 |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des participations | 100 000 | |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs | 156 458 | - |
| S/Total | 2 834 044 | 2 690 690 |
| Reprises de provisions suite aux recouvrements des créances | (1 464 204) | (1 363 335) |
| Reprises sur provisions suite à la radiation des créances | - | (228 634) |
| S/Total | (1 464 204) | (1 591 969) |
| Dotation nette des provisions | 1 369 840 | 1 098 721 |

NOTE 23 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Les autres gains ordinaires se sont élevés au 31 décembre 2014 à 603 797 DT

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

| | (En DT) | |
|-------------------------------------|----------------|----------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Produits de cession | 431 687 | 354 214 |
| Divers produits ordinaires & autres | 172 100 | 8 486 |
| TOTAL | 603 797 | 362 700 |

NOTE 24 : IMPOT SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé sur la base d'un taux réduit de l'impôt sur les bénéfices de 35% .

Le bénéfice fiscal est déterminé compte tenu de la déductibilité des provisions sur dépréciation des créances, et ce conformément aux dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS applicables aux sociétés de leasing.

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice 2014 comparé à l'année 2013 se présente comme suit:

| | (En DT) | |
|--|--------------------|------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Impôt sur les bénéfices | 1 644 458 | 1 429 693 |
| Impôts différés | -70 000 | |
| Impôt sur les bénéfices de la période | 1 574 458 | 1 429 693 |

NOTE 25 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation totalisent au 31 décembre 2014 à (-)31 040 337dts contre (-)17 991 134DT au 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2013, ces flux représentent essentiellement les encaissements reçus des clients pour: 147 519 488 DT et les décaissements provenant de l'acquisition des immobilisations destinées à la location pour (-) 165 376 531 DT.

Le détail des flux d'exploitation est le suivant :

| | (en DT) | |
|---|--------------------|--------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Encaissements reçus des clients | 147 519 488 | 126 399 874 |
| Sommes versées aux fournisseurs et au personnel | -4 514 827 | -3 007 315 |
| Intérêts payés | -10 946 409 | -8 178 300 |
| Impôts et taxes payés | -3 741 337 | -3 411 519 |
| Décaissements provenant de l'acquisition des biens en leasing | -165 376 531 | -133 321 716 |
| Encaissements provenant des biens en leasing | 4 309 791 | 3 716 284 |
| Restitution TVA | 2 433 497 | - |
| Autres flux de trésorerie | -724 010 | -188 442 |
| TOTAL DES FLUX D'EXPLOITATION | -31 040 337 | -17 991 134 |

NOTE 26 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 2014, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement totalisent (-)1 239 004 DT contre (-)1 500 338DT au 31 décembre 2013 présentant le détail suivant :

| | (En DT) | |
|---|-------------------|-------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | -1 050 911 | -130 735 |
| Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières | 10 000 | - |
| Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Corporelles | -373 093 | -1 695 570 |
| Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières | 175 000 | 325 967 |
| TOTAL FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT | -1 239 004 | -1 500 338 |

NOTE 27 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

Au 31 décembre 2014, les flux de trésorerie provenant des activités de financement présentent un total de 29 182 729 DT contre 20 871 580 DT au 31 décembre 2013.

Le détail des flux de trésorerie provenant des activités de financement se présente ainsi:

| | (En DT) | |
|--|-------------------|-------------------|
| | 31 décembre | |
| | 2014 | 2013 |
| <i>Encaissement suite à l'émission d'actions</i> | - | 13 000 000 |
| <i>Dividendes et autres distributions</i> | -2 400 000 | -1 650 000 |
| <i>Encaissements provenant des emprunts</i> | 92 300 000 | 66 125 000 |
| <i>Remboursements d'emprunts & B.T.</i> | -60 717 271 | -56 603 420 |
| TOTAL | 29 182 729 | 20 871 580 |

NOTE 28 : PARTIES LIEES

Les parties liées de la société se détaillent comme suit :

| Parties liées | Nature de la relation |
|------------------------|-----------------------|
| ▪ ERRYADA SICAR | Filiale |

| | |
|---|---|
| ▪ ERRYADA IMMOBILIERE | Société à dirigeants communs |
| ▪ Société appartenant au Groupe BEN AYED | |
| - Société PROSID | |
| - Société ELECTRIA | |
| - Société INTERMETAL SA | |
| - Société Nouvelle de Construction SNC | |
| - Société Technique Industrielle et Commerciale | |
| - Société SITEL | |
| - Société TRANSIDER | Sociétés détenues par l'administrateur HEDI BEN AYED |
| - Société C.C.P.S | |
| - Société Nouvelle de coupe industrie | |
| - Société des produits sidérurgiques | |
| - Société Inter fer forger | |
| - Société Metalship | |
| - Société SAMFI | |
| - Société Sense inverse | |

NOTE 29 : INTERETS A ECHOIR SUR CONTRATS ACTIFS

Les intérêts à échoir sur contrats actifs présentent au 31/12/2014 un solde de **37 359 591 DT** contre **30 484 160 DT** au 31/12/2013. Leur détail se présente ainsi :

| Intérêts à échoir sur contrats actifs : | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|---|-------------------|-------------------|
| à moins d'1 an | 18.318.034 | 15.359.144 |
| entre 1 et 5 ans | 18.482.465 | 14.926.067 |
| à plus de 5 ans | 559.092 | 198.949 |
| Total | 37.359.591 | 30.484.160 |

NOTE 30 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

- Les états financiers arrêtés au **31 décembre 2014** tiennent compte des événements survenus postérieurement à cette date et jusqu'au 31 mars 2014, date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration de la société.